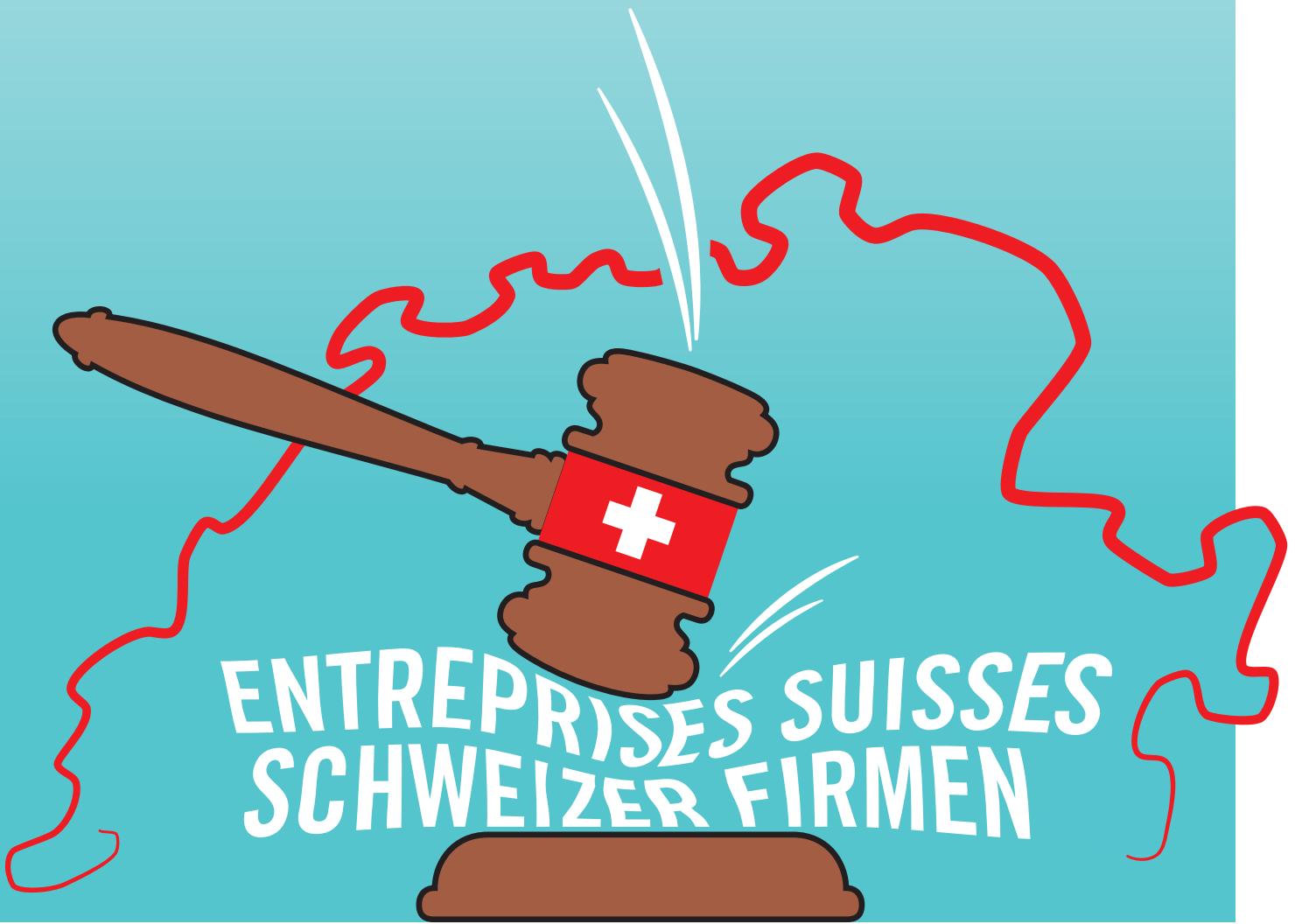


ENTREPRISES RESPONSABLES Non à une initiative inapplicable

VERANTWORTUNGSVOLLE UNTERNEHMEN Nein zu einer undurchführbaren Initiative



ENTREPRISES SUISSES
SCHWEIZER FIRMEN



UPCF

Union Patronale du Canton de Fribourg
Freiburger Arbeitgeberverband



Marianne Berset
Présidente UPCF
Präsidentin FAV

UN TISSU ÉCONOMIQUE SOLIDAIRE

On ne va pas se mentir. L'année 2020 demeurera une année compliquée sur le plan économique bien sûr, mais aussi humain. Alors que la deuxième vague de coronavirus déferle, nous nous rendons compte que l'addition de la première vague n'est pas encore payée. Cette perspective est inquiétante pour nous, entrepreneurs fribourgeois. C'est pourquoi il est important de nous rappeler que nous devons nous serrer les coudes et continuer d'avancer ensemble, malgré l'incertitude liée à l'avenir.

Sur le plan politique, le Conseil d'Etat s'est montré à l'écoute des préoccupations des entreprises. Il a mis en place des mesures urgentes visant à les soutenir qui ont été complétées d'un plan de relance. Ce dernier a été récemment approuvé par le Grand Conseil qui s'est montré globalement plus généreux que le gouvernement. Le canton a soutenu, à notre instar, des initiatives comme la plateforme Kariyon qu'il est important de maintenir dans le futur. Là réside notre avenir: dans le commerce de proximité. Cette pandémie aura mis en lumière la solidarité du tissu économique fribourgeois. Nous nous écoutons et travaillons ensemble, localement. Cette loyauté paiera.

Avec la fin de l'année, les perspectives d'avenir reviennent nous obscurcir. Comment les faillites et les licenciements en découlant vont-ils être gérés? Et le chômage? Comment allons-nous éviter aux entreprises qui arriveront à tenir le choc de payer les pots cassés?

Les questions s'enchaînent sans trouver de réponses. Seule certitude, la suite ne sera pas rose. Il y aura des rebonds et le bout du tunnel n'est proche ni pour nous, ni pour les générations futures. Ces dernières porteront le fardeau de cette crise encore de nombreuses années. Pourtant, je suis confiante. Je reste persuadée que les PME fribourgeoises portent en elles le potentiel de se diversifier, de se réinventer pour faire face à cette crise. Ensemble, nous nous en sortirons.

C'est cette solidarité couplée à la résilience dont font preuve les entreprises formatrices qui nous ont permis de maintenir cette année, dans ce contexte de crise économique, le nombre de contrats d'apprentissage signés au même niveau que celui de 2019. Un constat réjouissant. Il faudra poursuivre l'effort l'année prochaine et celle qui suit, mais je reste persuadée que les entreprises ont la volonté et la créativité de trouver de nouveaux moyens pour promouvoir la formation professionnelle. Celle-ci est essentielle à notre canton et à notre pays. Elle permet d'inculquer, en plus d'un métier, des valeurs à nos jeunes. Ils sont l'avenir.

Je souhaiterais terminer mon éditorial avec des notes positives et scintillantes. N'oublions pas de rendre cette période de l'Avent magique, sachons trouver la sérénité, la joie et le calme en compagnie de nos familles et de nos amis, avec les gestes barrières que nous connaissons.

Mesdames et Messieurs, je vous adresse mes meilleures souhaits pour ces fêtes de fin d'année quelque peu spéciales et me réjouis d'ores et déjà de vous retrouver l'année prochaine.

EIN SOLIDARISCHES WIRTSCHAFTSGEFÜGE

Man kann es sich schönreden. Das Jahr 2020 wird ein wirtschaftlich wie menschlich schwieriges Jahr bleiben. Wir stehen aktuell bereits in der zweiten Corona-Welle, dabei haben wir noch nicht einmal die Rechnung für die erste beglichen. Für uns Freiburger Unternehmer wahrlich düstere Aussichten. In diesen unsicheren Zeiten ist es umso wichtiger, sich darauf zu besinnen, zusammenzuhalten und gemeinsam voranzuschreiten.

Auf politischer Ebene hatte der Staatsrat ein offenes Ohr für die Unternehmen. Er hat zu ihrer Unterstützung Sofortmassnahmen ergripen, die durch einen Wiederankurbelungsplan ergänzt wurden. Der Grosse Rat hat diesen erst kürzlich genehmigt und sich dabei noch grosszügiger gezeigt als die Freiburger Regierung. Der Kanton tat es uns gleich und unterstützte die erhaltenswerte Plattform Kariyon. Dort liegt unsere Zukunft: im lokalen Handel. Die Pandemie hat die Solidarität des Freiburger Wirtschaftsgefüges gezeigt. Wir stimmen uns ab und arbeiten zusammen, lokal. Dieses Zusammenstehen wird sich bezahlt machen.

Je näher das Jahresende rückt, umso mehr denken wir an die Zukunft. Wie kann man die Konkurse und die damit verbundenen Entlassungen in den Griff bekommen? Und die Arbeitslosigkeit? Wie lässt sich vermeiden, dass Unternehmen, die überleben werden, die Zeche für alle zahlen?

Fragen gibt es zuhauf, aber leider keine Antworten. Sicher ist nur, die Zukunft sieht nicht rosig aus. Es wird Rückschläge geben und das Ende des Tunnels ist noch lange nicht in Sicht, weder für uns noch für die kommenden Generationen. Sie werden die Folgen der Krise noch lange Jahre schultern müssen. Dennoch bin ich zuversichtlich. Ich bin überzeugt, dass die Freiburger KMU das Zeug dazu haben, sich anzupassen

und auf neue Modelle zu setzen, um die Krise zu überwinden. Zusammen werden wir es schaffen.

Diese Solidarität im Verbund mit Gelassenheit gegenüber Schicksalsschlägen zeichnet die Ausbildungsbetriebe aus. Ihnen ist zu danken, dass die Anzahl der Lehrverträge gegenüber dem Vorjahr stabil geblieben ist. Eine erfreuliche Feststellung. Zwar werden wir unsere Anstrengungen auch nächstes und übernächstes Jahr fortführen müssen, aber ich bin der festen Überzeugung, dass es den Unternehmen mit ihrem Willen und Einfallsreichtum gelingen wird, neue Wege zu finden, um die Berufsbildung zu fördern. Sie ist für unseren Kanton und unser Land unverzichtbar. Sie vermittelt unserer Jugend nicht blass einen Beruf, sondern Werte. Unsere Jugend ist unsere Zukunft.

Abschliessen möchte ich mit einer positiven und schimmenden Note. Wir dürfen nicht vergessen, der Adventszeit eine Prise Magie zu verleihen und im Kreise unserer Lieben Gelassenheit, Freude und Ruhe zu finden, selbstredend unter Beachtung der bewährten Abstandsregeln.

In dieser etwas befremdlichen Zeit wünsche ich Ihnen besinnliche Festtage und freue mich, Sie nächstes Jahr wiederzusehen.

start !

Forum des métiers · Forum der Berufe

En raison de la situation sanitaire actuelle, START ! 2021 doit être annulé et **reporté à 2022**

Aufgrund der aktuellen sanitärischen Situation muss START! 2021 leider abgesagt und **auf 2022 verschoben werden**

start !

Job dating

Prochaine édition:
automne-hiver 2021/22

Nächste Ausgabe:
Herbst-Winter 2021/22



LA FONDATION PROF-IN ET SON RESTAURANT DE FORMATION METTENT LA TABLE...



L'ADRESSE OÙ VOTRE PLAISIR
SE LIT DANS LES YEUX DE
CEUX QUI VOUS SERVENT.

Route de l'Industrie 71 | 1791 Courtepin-Courtaman
Lu-Ve 08H30 – 17H00 | Tél. 026 460 86 57
www.le-pave-gourmand.ch

IMPRESSUM

Responsable d'édition /
Verantwortlich für die Ausgabe
M. Nicolet

Ont collaboré à ce numéro /
An dieser Ausgabe haben mitgearbeitet
R. Julmy, D. Bürdel, M. Voyame,
J. Van Nieuwenhuyze

Textes
M. Nicolet

Réalisation / Gestaltung
P. Castella

Impression / Druck
media f sa, Fribourg

Tirage / Auflage
5500 – 6 fois par an / 6 Mal pro Jahr

Publicité / Werbung
media f sa – info@media-f.ch
Freiburger Nachrichten –
inserate@freiburger-nachrichten.ch

Union Patronale du Canton
de Fribourg (UPCF)
Freiburger Arbeitgeberverband (FAV)

Rue de l'Hôpital 15 – CP 592
1701 Fribourg/Freiburg
office@upcf.ch
www.upcf.ch

VOTATIONS

Regard sur les trois objets

ABSTIMMUNGEN

Ein Blick auf die drei Vorlagen

01



Initiative populaire «Entreprises responsables»

Un but louable, des moyens disproportionnés

L'initiative «Entreprises responsables» pose de nombreuses questions, notamment d'éthique et de mise en application. Blaise Matthey, directeur général de la Fédération des Entreprises Romandes Genève (FER Genève) et secrétaire général de la FER, évoque les enjeux de ce texte pour les PME et les multinationales ayant leur siège en Suisse.

INTERVIEW DE BLAISE MATTHEY



Quelles démarches existent déjà au sein des entreprises pour leur permettre d'assurer le respect des normes environnementales et les droits de l'homme à l'étranger?

Il existe un corpus de principes et de pratiques sur le plan international. A commencer par les principes directeurs de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) rédigés en 1976 et les objectifs de développement durable de l'Organisation des Nations unies (ONU). La concrétisation de ces principes se trouve dans une charte mondiale, nommée Global Compact. Elle vise à mobiliser les entreprises afin qu'elles s'engagent pour le développement durable, le respect des droits de l'homme, les normes environnementales ainsi que pour leur responsabilité sociale.

Plusieurs organisations intergouvernementales ont en outre créé des normes ou des certifications sur la Responsabilité sociale des entreprises (RSE). La RSE se définit comme le développement durable appliquée à l'entreprise avec un équi-

libre entre les piliers économique, social et environnemental. La FER Genève, avec le Centre patronal (VD), avait publié un guide pour les PME à ce sujet il y a plus de dix ans dont la deuxième édition sortira très prochainement.

Cet appareil est vaste, mais n'est pas contraignant pour les entreprises...

C'est vrai, il s'agit d'une démarche volontaire, donc une auto-constrainte que s'imposent les entreprises. Cependant, si elles décident d'y adhérer, c'est dans le but de respecter ces principes. Depuis les années 2000, il y a par exemple une forte impulsion pour rejoindre Global Compact. En Suisse, près de 200 multinationales ou PME, actives dans des secteurs très variés, y participent.

Pourquoi le respect de ces règles est-il important pour les entreprises?

Les entreprises sont parties prenantes de la société. Afin d'assurer leur durabilité, elles ont intérêt à suivre les meilleures pratiques. Des économies substantielles peuvent être réalisées dans la production. Sans compter que leur adhésion à la RSE permet d'améliorer leur image et de limiter leur impact environnemental. Finalement, ce concept les rend également davantage attractives en matière de recrutement. Les employés sont en effet plus enclins à travailler pour une entreprise qui donne un sens à son activité et à sa mission.

Que vous inspire l'initiative «Entreprises responsables»?

Cette initiative poursuit un but louable auquel se rallie l'écrasante majorité des entreprises suisses. Cependant, les moyens proposés pour l'appliquer sont totalement disproportionnés. Ce texte serait le plus sévère au monde. Il part du principe que les entreprises se rendent a priori coupables de violation des droits de l'homme et des prescriptions environnementales puisque ce sont elles qui devraient prouver qu'elles ont respecté les règles en vigueur. Je me demande en outre si cette initiative pourrait vraiment être mise en œuvre.

Cela n'est pas le cas selon vous?

Les PME actives dans des secteurs variés comme par exemple la technologie, l'industrie spatiale ou aéronautique, se procurent des pièces auprès de fournisseurs partout dans le monde. Eux-mêmes sous-traitent peut-être la fabrication de certaines d'entre elles. Comment ces PME pourraient-elles avoir l'assurance que tous leurs fournisseurs et leurs sous-traitants respectent en tout temps les règles et qu'elles ont fait preuve de diligence? Si l'on parle de plus grands groupes bien connus de tous en Suisse, par exemple ceux actifs dans le commerce de détail, qui travaillent avec des dizaines de milliers

de fournisseurs en Suisse et à l'étranger, le problème est encore plus important.

Dans quelles mesures les PME sont-elles concernées par cette initiative?

Cette initiative vise aussi les PME, directement ou indirectement. C'est clairement écrit dans le texte, quoiqu'en disent les initiateurs. Si l'initiative est acceptée, il reviendra ensuite au législateur de définir des exceptions dont on ne connaît pas les critères actuellement.

Cela étant, même si cette initiative ne s'appliquait qu'à une seule entreprise, je trouve pour le moins discutable de la cloquer d'office au pilori, d'autant plus si elle respecte déjà les droits de l'homme et les normes environnementales à l'étranger.

Dans le cadre des débats au Parlement, plusieurs élus ont évoqué le fait que cette initiative nuirait à l'économie suisse. Qu'en pensez-vous ?

L'économie suisse est globalisée. Le bien-être de la population repose donc en bonne partie sur la capacité des entreprises à importer et à exporter.

Cette initiative désavantage nos entreprises et pourrait mettre en péril cette ouverture nécessaire. Par ricochet, elle risque de réduire fortement l'attractivité de notre place économique. Faire cavalier seul est dangereux pour notre pays. Nous devons harmoniser nos normes au niveau international dans ce domaine, comme nous le faisons dans celui des échanges. C'est ce que propose le contre-projet.

Selon vous, en quoi serait-il préférable à l'initiative?

Il est plus nuancé, visant la problématique des minerais en zone de conflit et le travail des enfants en particulier. Il cible les entreprises d'intérêt public et d'une certaine taille, préserve les PME et s'aligne sur la réglementation internationale, tout en prévoyant des sanctions, notamment une amende si les rapports de diligence, y compris ceux sur les questions sociales et environnementales, ne sont pas rédigés ou sont incorrects.

Propos recueillis par **Marie Nicolet**

www.unglobalcompact.org

Retrouvez l'intégralité de cette interview sur www.upcf.ch



Non à l'initiative «Entreprises responsables – pour protéger l'être humain et l'environnement», oui au contre-projet

L'initiative «Entreprises responsables – pour protéger l'être humain et l'environnement» est très complexe. Depuis quatre ans, elle revient régulièrement dans les débats et comptabilise un nombre incalculable d'aller-retours entre les chambres fédérales. Celles-ci ont largement discuté de la nécessité ou non d'y opposer un contre-projet ainsi que du contenu de ce dernier. Finalement, Conseil des Etats et Conseil national sont tombés d'accord sur un contre-projet étant moins contraignant que l'initiative, tout en poursuivant le même but.

Commençons par l'initiative. Elle n'est pas soutenue par les milieux économiques pour plusieurs raisons:

- **Elle va trop loin notamment en ce qui concerne les règles en matière de responsabilité** puisqu'elle demande un report des risques de responsabilité sur une entreprise agissant à l'étranger de tous ses partenaires de la chaîne de production ainsi que ses sous-traitants. Certaines entreprises ont plusieurs centaines de partenaires, rendant le contrôle de toute la chaîne compliqué.
- **Elle est difficilement applicable** puisqu'elle prévoit un fardeau de la preuve inversée, c'est-à-dire qu'il revient aux entreprises accusées de prouver que ni elles, ni l'un de leurs partenaires n'ont enfreint les droits de l'homme ou les normes environnementales à l'étranger.
- **Elle concerne toutes les entreprises suisses.** Le législateur devra tenir compte, lors de la mise en œuvre, des PME qui ne présentent des risques en matière de droits de l'homme et de l'environnement que dans une moindre mesure.
- **La Suisse ferait cavalier seul,** or les questions liées aux droits de l'homme et aux normes environnementales doivent être coordonnées sur le plan international.

En revanche, le contre-projet indirect représente une alternative acceptable à cette initiative.

- **Il vise le même but que l'initiative** puisqu'il impose l'obligation aux entreprises de rendre compte des mesures prises et de faire preuve de diligence au travers d'un rapport annuel. Les entreprises suisses devront ainsi respecter un devoir de diligence en matière de travail des enfants et de minerais provenant de zones de conflits. Le respect de ces exigences sera contrôlé par une autorité externe et indépendante. Une amende allant jusqu'à 100 000 francs est prévue en cas de non-respect de ces obligations.
- **Il impose une transparence accrue sur les enjeux sociaux et environnementaux.** Les entreprises suisses auront l'obligation d'établir et de publier chaque année un bilan, contenant les objectifs en matière de gaz carbonique, les questions sociales, de personnel, du respect des droits humains et de la lutte contre la corruption. Un manquement à ces obligations serait sanctionné par une amende.
- **Les règles qu'il prévoit seraient coordonnées sur le plan international.** Elles tiendrannoient ainsi compte et s'intégreraient dans les différentes réglementations mises en place sur le plan international.

Il pourrait entrer en vigueur si l'initiative est rejetée et, en cas de référendum, s'il est accepté en votation.

Pour toutes ces raisons, la Chambre patronale a décidé à une large majorité de ses membres de refuser cette initiative et de soutenir le contre-projet.

Initiative «Für verantwortungsvolle Unternehmen» Ein lobenswertes Ziel, unverhältnismässige Mittel

Die Initiative «Für verantwortungsvolle Unternehmen» wirft viele Fragen auf, insbesondere zur Ethik und zur Umsetzung. Blaise Matthey, Generaldirektor der Fédération des Entreprises Romandes Genève (FER Genève) und Generalsekretär der FER, erläutert, was dabei für die KMU und die internationalen Unternehmen mit Sitz in der Schweiz auf dem Spiel steht.

INTERVIEW BLAISE MATTHEY



Welche Vorkehrungen gibt es bereits in den Unternehmen, um die Einhaltung der Umweltvorgaben und der Menschenrechte im Ausland zu gewährleisten?

Auf internationaler Ebene besteht ein Regelwerk aus Prinzipien und Praktiken. Das fängt an bei den Leitprinzipien der Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (OECD), die aus dem Jahr 1976 stammen, sowie den Zielen der UNO für nachhaltige Entwicklung. Die konkrete Umsetzung dieser Prinzipien findet man in einer globalen Charta namens Global Compact. Sie möchte die Unternehmen mobilisieren, damit sie sich zugunsten der nachhaltigen Entwicklung, der Einhaltung der Menschenrechte und der Umweltnormen engagieren und soziale Verantwortung übernehmen.

Mehrere zwischenstaatliche Organisationen haben darüber hinaus Normen oder Zertifizierungen zur gesellschaftlichen Verantwortung von Unternehmen (CSR = Corporate Social Responsibility) geschaffen. Die CSR steht für nachhaltige Entwicklung, angewandt von Unternehmen, bei gleichzeitiger Ausgewogenheit zwischen den wirtschaftlichen, sozialen und umweltbezogenen Säulen. Die FER Genève hat gemeinsam mit dem Centre patronal (VD) vor über zehn Jahren einen Leitfaden für KMU zu diesem Thema veröffentlicht, dessen zweite Version sehr bald erscheinen wird.

Für die Unternehmen ist diese Anleitung sehr umfassend, aber nicht verbindlich ...

Das stimmt, es handelt sich um eine freiwillige Umsetzung, wobei sich die Unternehmen selbst Beschränkungen auferlegen. Wenn sie jedoch ihre Zustimmung dazu geben, ist das Ziel, diese Prinzipien auch einzuhalten. Seit den 2000er-Jahren gibt es eine deutliche Bewegung hin zum Global Compact. In der Schweiz beteiligen sich daran über 200 internationale Firmen oder KMU aus sehr unterschiedlichen Branchen.

Weshalb ist die Einhaltung dieser Regeln für die Unternehmen von Bedeutung?

Die Unternehmen sind ein Bestandteil der Gesellschaft. Damit ihr Fortbestand gesichert werden kann, haben sie Interesse daran, die beste Praxis anzuwenden. Bei der Herstellung können grundlegende Einsparungen verwirklicht werden. Ganz zu schweigen davon, dass ihr Beitritt zur CSR zur Verbesserung ihres Images beiträgt und ihren ökologischen Fussabdruck schmälert. Dank diesem Konzept werden sie auch als Arbeitgeber attraktiver. Die Arbeitnehmer sind nämlich mehr daran interessiert, für ein Unternehmen zu arbeiten, das seiner Tätigkeit und seiner Mission einen Sinn verleiht.

Was halten Sie von der Initiative «Für verantwortungsvolle Unternehmen»?

Diese Initiative verfolgt ein lobenswertes Ziel, dem sich eine überwältigende Mehrheit der Schweizer Unternehmen anschliesst. Die Mittel, die zu ihrer Umsetzung vorgeschlagen wurden, sind jedoch gänzlich unverhältnismässig.

Dieser Text wäre der strengste der Welt. Er geht davon aus, dass sich die Unternehmen grundsätzlich der Verletzung der Menschenrechte und der Umweltvorschriften schuldig machen, da es an ihnen wäre zu belegen, dass sie diese Regeln eingehalten haben. Daher frage ich mich, ob diese Initiative wirklich umgesetzt werden kann.

Ist dies Ihrer Ansicht nach nicht der Fall?

KMU, die in sehr unterschiedlichen Sektoren tätig sind, wie beispielsweise in der Technologie, der Raumfahrtindustrie oder der Luftfahrt, versorgen sich mit Material bei Lieferanten auf der ganzen Welt. Diese vergeben die Herstellung einiger Teile vielleicht untereinander weiter. Wie können sich diese KMU gewiss sein, dass alle ihre Lieferanten und Subunternehmen immer die Regeln beachten und Sorgfalt walten lassen? Wenn man über die grossen, allseits wohlbekannten Gruppen spricht, beispielsweise über diejenigen, die im Detailhandel tätig sind und mit ztausenden Lieferanten in der Schweiz und im Ausland arbeiten, ist das Problem noch viel grösser.

Inwieweit betrifft diese Initiative die KMU?

Diese Initiative hat auch – direkt oder indirekt – die KMU im Blick. In ihrem Text steht dies eindeutig geschrieben, egal was die Initianten auch sagen. Wenn die Initiative angenommen wird, ist es anschliessend am Gesetzgeber, die Ausnahmen, deren Kriterien wir derzeit nicht kennen, festzulegen.

Von daher finde ich, dass selbst wenn diese Initiative nur ein einziges Unternehmen beträfe, es unangebracht wäre, es automatisch zu verunglimpfen. Dies umso mehr, wenn das Unternehmen die Menschenrechte und die Umweltvorschriften im Ausland beachtet.

Im Rahmen der Parlamentsdebatten haben mehrere Volksvertreter hervorgehoben, dass diese Initiative schädlich für die Schweizer Wirtschaft sei.

Was denken Sie darüber?

Die Schweizer Wirtschaft ist globalisiert. Das Wohlbefinden der Bevölkerung beruht folglich zum grossen Teil auf der Möglichkeit der Unternehmen zu Import und Export.

Diese Initiative benachteiligt unsere Firmen und könnte diese notwendige Öffnung gefährden. Dadurch würde unser Wirt-

schaftsstandort deutlich weniger attraktiv. Es ist gefährlich für unser Land, alleine vorzupreschen. Wir müssen unsere Normen auf diesem Gebiet an die internationalen Standards anpassen, wie es auch im Handel üblich ist. Das ist es, was der Gegenentwurf vorschlägt.

Worin wäre er Ihrer Meinung nach der Initiative vorzuziehen?

Er ist viel differenzierter und zielt insbesondere auf die Probleme der Rohstoffförderung in Konfliktgebieten und auf die Kinderarbeit ab. Er wendet sich an Unternehmen von öffentlichem Interesse und ab einer gewissen Grösse, schont die KMU und orientiert sich an internationalen Richtlinien. Zugleich sieht er Sanktionen vor, insbesondere eine Busse, falls die Berichte zur Wahrung der Sorgfaltspflicht, wie auch diejenigen zu sozialen oder umweltbezogenen Fragen, nicht oder falsch einge-reicht werden.

Interview von **Marie Nicolet**

www.unglobalcompact.org

Lesen Sie das vollständige Interview auf www.upcf.ch



Nein zur Volksinitiative «Für verantwortungsvolle Unternehmen – zum Schutz von Mensch und Umwelt», ja zum indirekten Gegenentwurf

Die Volksinitiative «Für verantwortungsvolle Unternehmen – zum Schutz von Mensch und Umwelt» ist äusserst kompliziert. Seit vier Jahren wird sie regelmässig thematisiert und sie war bereits unzählige Male Gegenstand parlamentarischer Debatten. In den Kammern der eidgenössischen Räte wurde nebst inhaltlichen Fragen auch erörtert, ob es eines indirekten Gegenentwurfes bedürfe oder nicht. National- und Ständerat einigten sich schlussendlich, eine Alternative anzubieten, welche dieselben Ziele verfolgt wie die Initiative, aber flexibler in der Handhabung ist.

Beginnen wir mit der Initiative. Die Wirtschaft versagt ihr die Unterstützung aus mehreren Gründen:

- **Sie schießt über das Ziel hinaus, unter anderem was die Regeln der Verantwortung angeht**, denn sie sieht vor, dass ein im Ausland tätiges Unternehmen für sämtliche Partner der Wertschöpfungskette, ebenso für seine Zulieferer, zur Verantwortung gezogen werden kann. Einige Unternehmen arbeiten aber mit hunderten Partnern zusammen, wodurch sich die Kontrolle der gesamten Kette äusserst schwierig gestaltet.
- **Ihre Anwendung ist kompliziert, da sie die Umkehrung der Beweislast vorsieht**. Anders gesagt müssen die betroffenen Unternehmen beweisen, dass weder sie noch ihre Partner im Ausland gegen die Menschenrechte oder Umweltbestimmungen verstossen haben.
- **Sie betrifft sämtliche Schweizer Unternehmen**. Der Gesetzgeber wird bei der Umsetzung die KMU berücksichtigen müssen, die in Sachen Menschenrechte und Umweltschutz nur ein marginales Risiko darstellen.
- **Die Schweiz stünde weit und breit allein da**. Der Schutz

der Menschenrechte und Umwelt muss jedoch international abgestimmt werden.

Der indirekte Gegenentwurf bietet eine annehmbare Alternative zur Initiative.

- **Er verfolgt dasselbe Ziel wie die Initiative**, da er die Unternehmen zwingt, Rechenschaft über ihr Handeln abzulegen und im Jahresbericht ihre Sorgfaltspflicht zu belegen. In Sachen Kinderarbeit und Rohstoffförderung in Kriegsgebieten werden die Schweizer Unternehmen ihre Sorgfaltspflicht streng einhalten müssen. Dies wird durch eine externe und unabhängige Behörde kontrolliert werden. Bei Verstössen sind Bussen von bis zu 100 000 Franken vorgesehen.
- **Er verpflichtet zu mehr Transparenz in sozialen und ökologischen Belangen**. Die Schweizer Unternehmen werden verpflichtet, alljährlich eine Bilanz zu gewissen Themen wie CO₂, soziale Fragen, Personalwesen, Einhaltung der Menschenrechte und Kampf gegen die Korruption zu erstellen und zu veröffentlichen. Jeder Verstoss würde gebüßt.
- **Die vorgesehenen Regeln würden international koordiniert**. Sie würden die bestehenden internationalen Regelungen berücksichtigen und sich in diese einfügen.

Bei Ablehnung der Initiative würde der Gegenentwurf in Kraft treten, sofern er bei einem etwaigen Referendum an den Urnen bestätigt würde.

Aus all diesen Gründen haben die Mitglieder der Arbeitgeberkammer grossmehrheitlich beschlossen, die Initiative abzulehnen und stattdessen den Gegenentwurf zu unterstützen.



Non à l'initiative populaire «Pour une interdiction du financement des producteurs de matériel de guerre»

Actuellement, des règles strictes régulent la fabrication et l'exportation de matériel de guerre comme les pistolets, les fusils d'assaut ou les chars. Elles interdisent de financer, de fabriquer et de commercialiser des armes nucléaires, biologiques et chimiques, des mines antipersonnel et des armes à sous-munitions. Or, le comité d'initiative estime que ces réglementations ne vont pas suffisamment loin et aimerait l'étendre à toutes les entreprises productrices de matériel de guerre.

Cette initiative populaire aurait un impact important sur l'économie suisse:

- **L'interdiction de financement frappe l'industrie de l'armement et toute la chaîne de production**, dont la sous-traitance industrielle, ce qui aurait un impact important sur les PME.
- **Ce texte définit que toute entreprise qui réalise plus de 5% de son chiffre d'affaires annuel dans la production d'armes est considérée comme producteur de matériel de guerre.** Ce quota est rigide et incohérent.

- **L'industrie de l'armement est déjà contrôlée**, et les exportations qui en découlent sont déjà régulées par la loi fédérale sur le matériel de guerre.
- **L'initiative aurait un impact économique et financier négatif sur la Suisse**, notamment sur les caisses de pension et l'AVS/AI qui verraient leurs possibilités d'investissement restreintes. En effet, les auteurs du texte entendent interdire le financement de tout matériel de guerre par l'AVS, les caisses de pension, les fondations et la Banque nationale. Il serait ainsi interdit d'octroyer des crédits aux producteurs d'armes et également de détenir des actions et des produits financiers liés aux entreprises qui produisent du matériel de guerre.
- **L'initiative aurait également un impact économique et financier négatif pour l'industrie et les PME.** Ces dernières pourraient être considérées comme productrices de matériel de guerre selon les critères de l'initiative et ne pourraient donc plus obtenir de crédits.

Pour toutes ces raisons, la Chambre patronale a décidé à l'unanimité de refuser cette initiative.



Oui à la révision de la loi sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg

Le peuple fribourgeois est appelé à se prononcer sur la révision de la loi sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg (CPPEF). Cette révision découle de la nécessité d'assainir le plan de prévoyance du personnel de l'Etat.

Pour ce faire, cette réforme se décline en plusieurs mesures visant à contrer le sous-financement de la CPPEF:

- **Passage de la primauté des prestations à la primauté des cotisations.** Ce changement de régime a été décidé par le Grand Conseil car, depuis 2018, il n'y a plus suffisamment de personnes actives pour financer la retraite des bénéficiaires, dont le nombre augmente régulièrement. Le point d'équilibre est dépassé. Avec la primauté des cotisations, la réforme garantit aux personnes actives que leurs cotisations financeront bien leur retraite. Ce régime est celui actuellement appliqué dans la grande majorité des institutions de prévoyance professionnelle de notre pays. Ce régime de la primauté des cotisations permet en outre de mieux faire face aux turbulences des marchés financiers. Les rentes sont financées grâce à trois sources: la cotisation de la personne assurée, la cotisation de l'employeur et les revenus des placements sur les marchés financiers. Malheureusement, entre 2000 et 2015, la contribution des marchés financiers est passée de 40% à 17% à cause de taux durablement bas.
- **L'Etat prévoit de contribuer à hauteur de 320 millions de francs et les communes à 60 millions de francs au deuxième pilier du personnel de l'Etat.**

- **La révision de la loi corrige l'injustice inhérente au plan de prévoyance actuel qui permet de prendre sa retraite à 60 ans aux mêmes conditions qu'à 62 ans.** Les bénéficiaires d'une retraite anticipée cotisent donc 2 ans de moins et jouissent plus longtemps des mêmes prestations que d'autres personnes qui n'ont pas les ressources pour anticiper leur départ à la retraite. Ce mécanisme est antisocial et doit être corrigé.

Cette réforme permet de préserver l'attractivité de l'Etat comme employeur. En cas de rejet de la loi, à moyen terme les risques de pénurie de personnel seraient réels ce qui pourrait avoir un impact négatif sur les prestations fournies.

En cas de refus du projet, l'autorité de surveillance exige qu'un nouveau plan de financement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022. Cela impliquerait une réforme technique limitée aux prestations et avec des mesures transitoires réduites au minimum. Les diminutions de rentes attendues pourraient alors s'élèver à plus de 25%.

Même si ce projet n'a qu'un lien indirect avec l'économie, l'Etat demeure un employeur important dans le canton qui garantit des services indispensables pour notre société et pour l'économie. C'est pourquoi la Chambre patronale a décidé d'approuver cet objet à l'unanimité de ses membres.



Nein zur Volksinitiative «Für ein Verbot der Finanzierung von Kriegsmaterialproduzenten»

Gegenwärtig ist die Herstellung und Ausfuhr von Kriegsmaterial wie Pistolen, Sturmgewehren oder Panzern strengen Regeln unterworfen. Bereits heute ist die Finanzierung, Herstellung und Vermarktung von nuklearen, biologischen und chemischen Waffen, Antipersonenminen und Streumunition verboten. Das Initiativkomitee vertritt die Ansicht, dass die Regelung nicht umfassend genug ist, und möchte diese auf sämtliche Kriegsmaterial herstellende Unternehmen ausdehnen.

Die Auswirkungen der Volksinitiative auf die Schweizer Wirtschaft wären bedeutend:

- **Das Finanzierungsverbot würde die Rüstungsindustrie und die gesamte Herstellungskette einschliesslich der industriellen Zulieferbetriebe treffen, was sich erheblich auf die KMU auswirken würde.**
- **Nach Wortlaut der Initiative gilt jedes Unternehmen, das mehr als 5% seines Jahresumsatzes in der Rüstung erzielt, als Kriegsmaterialproduzent.** Diese Quote ist starr und inkonsistent.

- Die Rüstungsindustrie wird bereits kontrolliert und das Bundesgesetz über das Kriegsmaterial regelt den Export ihrer Erzeugnisse.
- Die Initiative hätte negative wirtschaftliche und finanzielle Auswirkungen auf die Schweiz, insbesondere auf die Pensionskassen und die AHV/IV, deren Anlagemöglichkeiten dadurch eingeschränkt würden. Die Initianten beabsichtigen nämlich, die Finanzierung jeglichen Kriegsmaterials durch die AHV, die Pensionskassen, die Stiftungen und die Nationalbank zu verbieten. Es wäre beispielsweise untersagt, Waffenproduzenten Kredite zu gewähren sowie Aktien oder Finanzprodukte zu halten, die eine Verbindung zu Kriegsmaterial herstellenden Unternehmen aufweisen.
- Auch auf die Industrie und die KMU hätte die Initiative negative wirtschaftliche und finanzielle Folgen. Nach den Kriterien der Initiative könnten sie als Kriegsmaterialproduzenten angesehen werden und wären daher von der Kreditvergabe ausgeschlossen.

Aus all diesen Gründen hat die Arbeitgeberkammer einstimmig beschlossen, die Initiative abzulehnen.



Ja zur Revision des Vorsorgeplans der Pensionskasse des Freiburger Staatspersonals

Das Freiburger Stimmvolk ist aufgerufen, über die Revision des Vorsorgeplans der Pensionskasse des Staatspersonals (PKSPF) des Kantons Freiburg abzustimmen. Die Revision ergibt sich aus der Notwendigkeit, den Vorsorgeplan des Staatspersonals zu sanieren.

Dazu setzt die Reform auf mehrere Massnahmen, die der Unterfinanzierung der PKSPF entgegenwirken sollen:

- **Wechsel vom Leistungs- zum Beitragsprimat.** Der grosse Rat hat den Wechsel beschlossen, weil seit 2018 das Verhältnis von Erwerbstätigen und Leistungsempfängern durch den steten Anstieg der Letzteren ins Ungleichgewicht geraten ist. Durch das Beitragsprimat garantiert die Reform den Werktätigen, dass ihre Beiträge zur Finanzierung ihrer Pension eingesetzt werden. Die allermeisten beruflichen Vorsorgeeinrichtungen der Schweiz wenden dieses System an.

Es ermöglicht zudem, Turbulenzen auf den Finanzmärkten besser abzufedern. Die Renten speisen sich aus drei Quellen: dem Beitrag des Versicherten, dem Arbeitgeberbeitrag und den Erträgen der Vermögensanlagen auf den Finanzmärkten. Leider schrumpfte der Anteil der Finanzmärkte zwischen 2000 und 2015 aufgrund anhaltend niedriger Zinssätze von 40% auf 17%.

- **Der Staat gedenkt, sich mit 320 Millionen Franken und die Gemeinden mit 60 Millionen Franken an der zweiten Säule des Staatspersonals zu beteiligen.**

- Die Gesetzesrevision korrigiert die Ungerechtigkeit des gegenwärtigen Vorsorgeplans, der die Pensionierung mit 60 zu den gleichen Bedingungen wie mit 62 ermöglicht. Somit leisten Vorpensionierte zwei Jahre weniger Beiträge, erhalten aber dennoch und länger dieselben Leistungen wie diejenigen, die nicht über die Mittel verfügen, in den Vorrhestand zu treten. Dieser unsoziale Mechanismus gehört geändert.

Die Reform erhält die Attraktivität des Kantons als Arbeitgeber. Die Ablehnung des Gesetzes könnte mittelfristig zu personellen Engpässen führen, die sich negativ auf die erbrachten Dienstleistungen auswirken könnten.

Sollte dies eintreten, verlangt die Aufsichtsbehörde, dass per 1. Januar 2022 ein neuer Finanzierungsplan in Kraft tritt. Die damit einhergehende technische Reform würde einzigt bei den Leistungen ansetzen und die Übergangsmassnahmen auf ein Minimum reduzieren. In diesem Fall rechnet man mit Rentenkürzungen von über 25%.

Auch wenn das Projekt nur indirekt mit der Wirtschaft verbunden ist, bleibt der Staat dennoch einer der wichtigsten Arbeitgeber im Kanton und er bietet gesellschaftlich und wirtschaftlich unverzichtbare Dienstleistungen. Deswegen haben die Mitglieder der Arbeitgeberkammer einstimmig beschlossen, die Annahme der Vorlage zu empfehlen.

INFO PATRONALE

PARUTIONS 2021 AUSGABEN 2021

Tirage Auflage	5500 exemplaires Exemplare
Paraît Erscheint	6 x par an pro Jahr
Format Format	210 mm x 297 mm Surface de composition Satzspiegel 168 x 219 mm
Impression Druck	Quadrichromie Vierfarbendruck
Matériel d'impression	Par e-mail au format PDF (ou InDesign), accompagné d'une épreuve.
Druckmaterial	Per Mail im PDF-Format (oder InDesign), verbunden mit einem Probendruck.

Délai de remise des annonces Inseratenschluss	Dates de parution Erscheinungsdaten
N° 306	25 janvier Januar
	18 février Februar
N° 307	01 mars März
	30 mars März
N° 308	26 avril April
	20 mai Mai
N° 309	14 juin Juni
	08 juillet Juli
N° 310	16 août August
	09 septembre September
N° 311	27 septembre September
	22 octobre Oktober

Renseignements et réservations Auskünfte und Reservationen

Freiburger Nachrichten

Freiburger Nachrichten AG
026 347 30 01
inserate@freiburger-nachrichten.ch
www.freiburger-nachrichten.ch

Filiale Murten
Succursale de Morat
026 672 34 40
fn.murten@freiburger-nachrichten.ch
www.freiburger-nachrichten.ch



media f sa

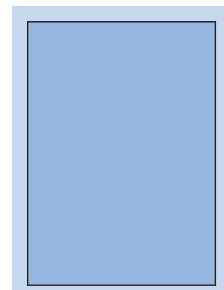
Media f sa
026 426 42 42
info@media-f.ch
www.media-f.ch

TARIFS 2021 BRUTS

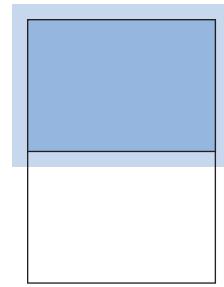
Ajouter la TVA : 7,7%

TARIFE 2021 BRUTTO

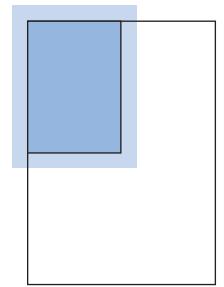
zuzüglich 7,7% MwSt.



1/1 page
1/1 Seite
210 x 297 mm
+ 3 mm de débord de chaque côté
+ 3 mm Beschnitt allseitig
Quadri
Farbe
Fr. 1450.–



1/2 page
1/2 Seite
210 x 146 mm
+ 3 mm de débord de chaque côté
+ 3 mm Beschnitt allseitig
Quadri
Farbe
Fr. 950.–



1/4 page
1/4 Seite
103 x 146 mm
+ 3 mm de débord de chaque côté
+ 3 mm Beschnitt allseitig
Quadri
Farbe
Fr. 600.–

Publireportage Publireportage

1 page (1/3 descriptif obligatoire) **Fr. 1450.–**
Fichier informatique fourni (PDF). Les interventions
(transformations) seront facturées séparément.

1 Seite (1/3 Text obligatorisch) **Fr. 1450.–**
Informatikdatei geliefert (PDF). Notwendige Anpassungen
und Korrekturen werden separat verrechnet.

Rabais de répétition Wiederholungsrabatte

3 parutions **10%**
Ausgaben
6 parutions **20%**
Ausgaben

RUBRIQUE JURIDIQUE

Au cœur de l'initiative
«Entreprises responsables»

JURISTISCHES

Der Kern der Initiative
«Für verantwortungsvolle Unternehmen»

02



Enjeux juridiques d'une initiative difficilement applicable

L'initiative «Entreprises responsables» met en évidence plusieurs enjeux sur le plan juridique. Selon ce texte, une entreprise ayant son siège en Suisse qui violerait les droits de l'homme ou les normes environnementales à l'étranger devrait réparer les dommages. Ce, même s'ils sont causés par une de ses filiales à l'étranger. Les entreprises helvétiques pourraient ainsi être tenues pour responsables des activités d'entreprises sur lesquelles elles n'ont aucun contrôle économique, mais dont elles participent aux affaires.

En clair, cette initiative permet aux personnes lésées par les activités d'une entreprise à l'étranger d'engager une procédure civile en Suisse afin de demander une compensation financière pour le dommage subi. La personne lésée doit récolter des preuves qu'elle a subi un dommage, qu'il a eu lieu dans des circonstances contraires au droit – dans des cas de violation des droits humains ou des normes environnementales –, et que la multinationale en est responsable à travers sa filiale. Elle doit finalement engager un avocat et porter le cas jusqu'en Suisse.

Cela étant, l'initiative prévoit un fardeau de la preuve inversée. C'est-à-dire qu'il revient à la multinationale de prouver que tout a été fait, dans toute sa chaîne de fournisseurs et de sous-traitants, pour que les droits de l'homme et les normes environnementales aient été respectés. Donc, qu'elle a respecté son devoir de diligence.

LE DEVOIR DE DILIGENCE

Cette notion – reprise des principes directeurs de l'Organisation des Nations unies – se trouve au cœur de l'initiative sur laquelle le peuple suisse se prononcera le 29 novembre. Une entreprise qui lance une procédure de diligence doit se pencher sur trois aspects: identifier les risques, agir en conséquence et rendre compte des analyses et des mesures adoptées.

En Suisse, la grande majorité des entreprises sont des PME. Le texte de l'initiative prévoit que le législateur introduise dans la loi d'application des clauses permettant de tenir compte de la situation de ces structures qui ne présentent que peu de risques de violations des droits humains. Cela étant, les PME seraient aussi attaquables en justice, soit directement, soit par le fait qu'elles sont engagées dans la chaîne d'une entreprise plus grande. Cette dernière, afin de se protéger, pourrait répercuter sur les PME les risques liés à la responsabilité. Ainsi, ce sont les sous-traitants qui pourraient porter la responsabilité de cette initiative.

Sources: www.parlement.ch
www.responsabiliser-intelligemment.ch



Eine Volksinitiative mit zahlreichen juristischen Hindernissen

Die Volksinitiative «Für verantwortungsvolle Unternehmen» rückt mehrere rechtliche Probleme in den Vordergrund. Der Text fordert, dass Unternehmen mit Sitz in der Schweiz, welche die Menschenrechte oder die internationales Umweltstandards verletzen, für die entstandenen Schäden haftbar gemacht werden. Dies gilt auch, falls diese Schäden durch Tochterfirmen oder Zulieferer im Ausland verursacht wurden. So können Schweizer Firmen für Aktivitäten von Unternehmen verantwortlich gemacht werden, über die sie keine wirtschaftliche Kontrolle ausüben, an deren Geschäften sie jedoch beteiligt sind.

Somit können Betroffene, die durch die Aktivitäten einer Firma im Ausland geschädigt wurden, dank dieser Initiative in der Schweiz vor einem Zivilgericht auf Schadenersatz klagen und eine finanzielle Kompensation für den erlittenen Schaden einfordern. Die geschädigte Person muss darlegen, dass sie einen Schaden erlitten hat, der widerrechtlich entstanden ist – durch den Verstoss gegen Menschenrechte oder internationale Umweltstandards – und dass der multinationale Konzern für seine Tochterfirma oder Zulieferer dafür haftet.

Die Initiative sieht hierbei eine Umkehr der Beweislast vor. Der Konzern müsste nämlich nachweisen, dass er seine Verantwortung gegenüber der Tochterfirma und den Zulieferern wahrgenommen und alle nötigen Instruktionen erteilt und Kontrollen durchgeführt und somit das Sorgfaltsprinzip beachtet hat.

DAS SORGFALTSPRINZIP

Dieser Begriff, der den Leitprinzipien der UNO entstammt, steht im Zentrum der Initiative, über die das Schweizer Stimmvolk am 29. November entscheiden wird. Ein Unternehmen, das ein Verfahren zur Sorgfaltsprüfung einleitet, muss drei Aspekte beachten: die Risiken identifizieren, dementsprechend handeln und Rechenschaft über die Analysen und getroffenen Massnahmen ablegen.

Die meisten Unternehmen in der Schweiz sind KMU. Der Text der Initiative sieht vor, dass der Gesetzgeber in das Ausführungsgesetz Klauseln einführt, um die Situation dieser kleinen Einheiten zu berücksichtigen, die nur ein geringes Risiko für Menschenrechtsverletzungen darstellen. Das heisst aber, dass auch KMU gerichtlich belangt werden könnten, und zwar direkt oder indirekt aufgrund ihrer Zuliefertätigkeit. Ein Konzern könnte die Verantwortung auf seine Zulieferbetriebe abwälzen, um sich zu schützen. Somit wären es letztlich die Zulieferbetriebe, die durch diese Initiative zur Rechenschaft gezogen werden könnten.

Quellen: www.parlement.ch
www.leere-versprechen-nein.ch





2021

Un premier aperçu des formations 2021

Lieu des cours: UPCF, Fribourg – Infos & inscriptions: www.upcf.ch/formation

Equilibre et efficacité en télétravail

26.01.2021 (1 jour)

Droit du travail et pandémie

04.02.2021 (½ jour)

Management à distance

28.01.2021 (1 jour)

Modification et résiliation du contrat de travail

09.02.2021 (½ jour)

Fortbildungskurse 2021: ein erster Einblick

Kursort: Freiburger Arbeitgeberverband, Freiburg – Infos & Anmeldung: www.upcf.ch/fortbildung

Die Pandemie im Arbeitsrecht

21.01.2021 (½ Tag)

Die richtige Balance und effizientes Arbeiten im Homeoffice

02.02.2021 (1 Tag)

Der Arbeitsvertrag: Problempunkte bei Anpassungen und Auflösung

02.02.2021 (½ Tag)

INFORMATIONS / INFORMATIONEN

PROPOSITION JOURS FÉRIÉS 2021 DANS LE CANTON DE FRIBOURG

pour les professions n'appliquant pas
de convention collective

<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	Nouvel-An	vendredi	1 ^{er} janvier
	<input checked="" type="radio"/>	Lendemain du Nouvel-An	samedi	2 janvier
<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	Vendredi-Saint	vendredi	2 avril
	<input checked="" type="radio"/>	Lundi de Pâques	lundi	5 avril
<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	Ascension	jeudi	13 mai
	<input checked="" type="radio"/>	Lundi de Pentecôte	lundi	24 mai
<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	Fête-Dieu	jeudi	3 juin
<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	Fête nationale	dimanche	1 ^{er} août
<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	Assomption	dimanche	15 août
<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	Toussaint	lundi	1 ^{er} novembre
<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	Immaculée Conception	mercredi	8 décembre
<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	Noël	samedi	25 décembre
	<input checked="" type="radio"/>	Saint-Etienne	dimanche	26 décembre

- pour la partie catholique du canton
- pour la partie évangélique réformée

Vous êtes libres de reconnaître les jours fériés de l'autre confession comme jours fériés supplémentaires.

VORSCHLAG BEZAHLTE FEIERTAGE IM JAHR 2021 IM KANTON FREIBURG

für Branchen ohne Gesamtarbeitsvertrag

<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	Neujahr	Freitag	1. Januar
	<input checked="" type="radio"/>	Berchtoldstag	Samstag	2. Januar
<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	Karfreitag	Freitag	2. April
	<input checked="" type="radio"/>	Ostermontag	Montag	5. April
<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	Auffahrt	Donnerstag	13. Mai
	<input checked="" type="radio"/>	Pfingstmontag	Montag	24. Mai
<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	Fronleichnam	Donnerstag	3. Juni
<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	Nationalfeiertag	Sonntag	1. August
<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	Maria Himmelfahrt	Sonntag	15. August
<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	Allerheiligen	Montag	1. November
<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	Maria Empfängnis	Mittwoch	8. Dezember
<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	Weihnachten	Samstag	25. Dezember
	<input checked="" type="radio"/>	Stephanstag	Sonntag	26. Dezember

- für den katholischen Kantonsteil
- für den evangelisch-reformierten Teil

Es bleibt Ihnen überlassen, die Feiertage der anderen Konfession als zusätzliche Feiertage anzuerkennen.

ACTUALITÉS

De la jeunesse à l'expertise

AKTUELLES

Von der Jugend zum Fachwissen

03

«Ce n'est pas une crise de l'apprentissage»

Les craintes du printemps ne se sont pas confirmées en ce qui concerne la formation professionnelle. Cette année, le nombre de contrats d'apprentissage signés jusqu'à fin septembre est équivalent à celui de l'année dernière. Un constat réjouissant au vu du contexte actuel.

Pas moins de 3023 contrats d'apprentissage ont été signés en date du 30 septembre 2020 dans les entreprises formatrices fribourgeoises, contre 3011 en 2019. En lisant ces chiffres, Christophe Nydegger, chef du Service de la formation professionnelle, ne cache pas son sourire. Il faut dire que ce printemps ne présageait pas de telles statistiques. «Enormément de contrats nous sont parvenus durant l'été», indique-t-il en précisant que la courbe est stable depuis 7 ans.

Cependant, des disparités apparaissent entre les professions. A commencer par les métiers de la coiffure. «La tendance en baisse du nombre de contrats d'apprentissage signés se remarque depuis plusieurs années dans cette branche», note Christophe Nydegger qui précise que cette année, avec moins de 20 contrats dans la branche, une classe à l'Ecole professionnelle artisanale et commerciale de Bulle a dû être fermée. Il explique ce phénomène par la fermeture des salons de coiffure durant le semi-confinement, mais aussi par une certaine réticence des coiffeurs à s'engager pour la relève.

Autre métier en mal d'apprentis: la restauration. Une classe a aussi dû être fermée cette année avec près de 10 apprentis en moins par rapport à 2019. En cause, d'abord le fait que les restaurants sont restés clos plusieurs semaines au printemps et qu'ils n'ont toujours pas retrouvé leur rythme de croisière à cause des mesures de distanciation physique. Ils ont donc besoin de moins de personnel, ce qui se reporte dans le nombre d'apprentis engagés. Ensuite, le chef de service évoque le fait que les jeunes ne veulent plus travailler dans des restaurants où ils sont de service les soirées et les week-ends. Il en veut pour preuve: toutes les places de cuisinier dans les institutions sont prises.

En parallèle, certains métiers comme employé de commerce ou assistant en commerce de détail enregistrent une hausse du nombre de contrats de travail signés. Pour Christophe Nydegger, le coronavirus a accéléré les tendances sans les inverser: «Ce que nous traversons n'est pas une crise de l'apprentissage, mais une crise économique. Les entreprises s'engagent en faveur de la formation professionnelle et font preuve d'une grande résilience.»

EFFETS DÉCALÉS

En ce qui concerne l'avenir, le chef de service redoute un décalage des effets du coronavirus pour 2021, voire 2022. Selon lui, il faut s'attendre à une diminution du nombre de places d'apprentissage due aux faillites à venir. Ce phénomène couplé avec l'augmentation démographique créera une situa-

Christophe Nydegger



tion avec davantage de jeunes en quête d'un apprentissage et moins de places à disposition. Malgré ces prévisions, Christophe Nydegger prévient: «Nous n'allons pas créer des places d'apprentissage dont l'économie n'a pas besoin uniquement pour former les jeunes.» Il ajoute, philosophie face au contexte actuel et aux perspectives d'avenir: «L'économie fribourgeoise est hétérogène ce qui lui donne un pouvoir d'absorption en cas de crise. Lorsqu'un secteur est déséquilibré, un autre peut absorber le choc, ce qui aboutit à un nombre de contrats d'apprentissage stable.»

Selon lui, une esquisse de solution existe au travers de mesures visant la promotion de la formation professionnelle. Ainsi, le canton pourrait offrir jusqu'à 1000 francs par entreprise qui engage un apprenti, jusqu'à un maximum de 5 millions de francs. D'autre part, au travers de campagnes publicitaires ou de manifestations comme START! Forum des métiers, le canton espère augmenter le taux de matching. En effet, chaque année, des places d'apprentissage restent vacantes alors que des jeunes n'en trouvent pas. Afin d'éviter ces cas de figure, le canton et les conseillers en orientation professionnelle travaillent à diriger les jeunes vers les métiers où il y a de la demande d'apprentis. Cela bien sûr tout en respectant leurs envies et leurs affinités.

Fribourg

3023 contrats d'apprentissage signés en 2020
3011 contrats d'apprentissage signés en 2019

Berne

10553 contrats d'apprentissage signés en 2020
10750 contrats d'apprentissage signés en 2019

Vaud

5886 contrats d'apprentissage signés au 15 septembre 2020
5989 contrats d'apprentissage signés au 15 septembre 2019

«Dies ist keine Ausbildungskrise»

Die Befürchtungen vom Frühjahr hinsichtlich der Ausbildung haben sich nicht bewahrheitet. Die Anzahl der Lehrverträge, die in diesem Jahr bis Ende September unterzeichnet wurden, ist gegenüber dem vergangenen Jahr unverändert geblieben. Angesichts der gegenwärtigen Umstände ist dies eine erfreuliche Feststellung.

In den Freiburger Unternehmen wurden bis zum 30. September 2020 nicht weniger als 3023 Lehrverträge unterzeichnet – gegenüber 3011 im Jahr 2019. Angesichts dieser Zahlen kann Christophe Nydegger, Dienstchef des Amts für Berufsbildung, sein Lächeln nicht unterdrücken. Man muss sagen, dass man in diesem Frühling solche Zahlen nicht erwartet hat. Er verweist darauf, dass «im Verlauf des Sommers sehr viele Verträge bei uns eingegangen sind», dann betont er, dass die Kurve seit sieben Jahren unverändert sei.

Nichtsdestotrotz kann man bei den Berufen Unterschiede erkennen. Angefangen bei den Coiffeuren. Christophe Nydegger verdeutlicht, dass «der Trend eines Rückgangs der Lehrverträge in diesem Beruf seit mehreren Jahren sichtbar ist» und fügt hinzu, dass dieses Jahr bei weniger als 20 Lehrverträgen in der Branche eine Klasse an der Gewerblichen und Kaufmännischen Berufsfachschule in Bulle schliessen musste. Er erklärt dieses Phänomen mit der Schliessung der Coiffeursalons während der Einschränkungen, aber auch mit einem gewissen Unwillen der Coiffeure, sich für den Nachwuchs einzusetzen. Ein weiterer Beruf mit einem Mangel an Lernenden ist die Gastronomie. Auch dort musste dieses Jahr eine Klasse geschlossen werden, da sich gegenüber 2019 zehn Lernende weniger eingeschrieben hatten. Die Ursache liegt zunächst in der Schliessung der Restaurants während mehrerer Wochen im Frühling. Aufgrund der Abstandsmassnahmen konnten sie zudem ihren normalen Rhythmus noch immer nicht zurückgewinnen. Dadurch benötigen sie weniger Personal. Was sich auch in der Anzahl der angestellten Lernenden widerspiegelt. Der Dienstchef ergänzt, dass die Jugendlichen nicht mehr in Restaurants arbeiten möchten, da sie dort abends und am Wochenende tätig sein müssen. Dafür gibt er als Beleg an, dass sämtliche Plätze in öffentlichen Einrichtungen (Spitäler, Pflegeheime etc.) vergeben seien.

Zugleich verzeichnen bestimmte Berufe wie Kaufmann oder Detailhandelsassistent einen Anstieg der unterzeichneten Arbeitsverträge. Laut Christophe Nydegger wurde der Trend durch das Coronavirus beschleunigt, nicht gebremst: «Die derzeitige Situation ist keine Ausbildungskrise, sondern eine Wirtschaftskrise. Die Unternehmen engagieren sich zugunsten der Berufsbildung und beweisen hohe Belastbarkeit.»

VERSCHOBENE AUSWIRKUNGEN

Für die Zukunft befürchtet der Dienstchef eine Verschiebung der Auswirkungen des Coronavirus auf 2021, wenn nicht sogar auf 2022. Er meint, dass die Anzahl der Ausbildungsplätze aufgrund der kommenden Konkurse abnehmen wird. Zu



diesem Phänomen kommt die Zunahme bei der demografischen Lage hinzu, die immer mehr Jugendliche auf der Suche nach einem Ausbildungsplatz einer immer kleineren Zahl an verfügbaren Plätzen gegenüberstellen wird. Trotz dieser Voraussagen betont Christophe Nydegger: «Wir werden keine Ausbildungsplätze schaffen, die die Wirtschaft nicht braucht, nur um Jugendliche auszubilden.» Philosophisch fügt er angesichts des aktuellen Zusammenhangs und der Zukunftsaussichten an: «Die Freiburger Wirtschaft ist breit aufgestellt, was ihr in Krisenfällen eine gute Anpassungsfähigkeit verleiht. Wenn ein Sektor betroffen ist, kann ein anderer den Schock abfangen, wodurch die Anzahl der Lehrverträge konstant bleibt.»

Er ist der Meinung, dass Fördermassnahmen zugunsten der Berufsbildung ein Lösungsansatz sind. So könnte der Kanton bis zu einer Höchstgrenze von 5 Millionen Franken jedem Unternehmen, das einen Auszubildenden einstellt, Fr. 1000.– anbieten. Zudem hofft der Kanton, dass über Werbekampagnen oder Veranstaltungen wie die Berufsmesse START! mehr Unternehmen und Lernende zueinanderfinden. Jedes Jahr bleiben nämlich Ausbildungsplätze unbesetzt, während Jugendliche leer ausgehen. Der Kanton und die Berufsberater arbeiten daran, solche Fälle zu vermeiden, indem sie die Jugendlichen zu Berufen hin orientieren, in denen Lernende gesucht werden. Dabei werden selbstverständlich ihre Wünsche und Neigungen berücksichtigt.

Freiburg

3023 unterzeichnete Lehrverträge im Jahr 2020
3011 unterzeichnete Lehrverträge im Jahr 2019

Bern

10553 unterzeichnete Lehrverträge im Jahr 2020
10750 unterzeichnete Lehrverträge im Jahr 2019

Waadt

5886 unterzeichnete Lehrverträge im Jahr 2020
5989 unterzeichnete Lehrverträge im Jahr 2019

SwissSkills: une expérience humaine et professionnelle

Damien Andrey, de Riaz, a participé en octobre aux SwissSkills dans la catégorie installateur sanitaire, lors d'une édition adaptée pour être compatible avec le coronavirus. Une belle expérience pour le jeune homme de 19 ans qui a entamé en août un second apprentissage de chauffagiste.



Photo SwissSkills

Damien Andrey s'assoit à la table d'un café en ville de Fribourg. Il est long et mince. Un brin timide pour commencer. Une fois lancé, il raconte son métier les yeux remplis de passion. A 19 ans, il a participé pour la première fois aux SwissSkills qui se sont notamment déroulés en octobre à Lostorf, dans le canton de Soleure. Il a concouru comme installateur sanitaire, domaine dans lequel il a fait son premier apprentissage, chez Piller et Kratter SA à Riaz. Il a terminé huitième sur vingt et un concurrents. «J'ai manqué de temps», analyse le jeune homme qui s'est battu sur une épreuve théorique, une pratique et une surprise. «J'ai pris trop de temps sur certains détails, ce qui m'a obligé à en bâcler d'autres», explique-t-il un brin déçu de n'avoir pas eu le temps de tout terminer.

Pas mauvais perdant, Damien Andrey en retire une belle expérience humaine et professionnelle. «Avec les quatre autres concurrents romands, nous avons passé un moment sympa», raconte-t-il. Curieux, il dit avoir apprécié échanger avec eux sur les techniques utilisées au sein des différentes entreprises: «C'est intéressant de comparer les pratiques entre les régions.»

Ce sont là les rares contacts qu'il aura eus durant ces trois jours, puisque la compétition s'est déroulée à huis clos, coro-

navirus oblige. Damien Andrey y voit du bon: «Cela nous a permis de rester concentrés sur nos travaux.» Il regrette cependant que son métier ait moins été mis en avant que lors des éditions précédentes. «Il y avait toujours beaucoup de public, ce qui permettait de valoriser nos métiers dans leur complexité», détaille le jeune fribourgeois avant de souligner que cette année, les organisateurs ont effectué un important travail de communication.

DIRECTION L'AVENIR

Cette compétition, Damien Andrey l'a préparée minutieusement. Un trait de caractère de ce jeune musicien qui joue du cornet dans un brass band depuis plusieurs années. Motivé, il n'exclut pas d'y participer une seconde fois. En effet, il a débuté cet été un second apprentissage de chauffagiste chez Böhnen, à Berne. Une formation de deux ans qui viendra compléter ses connaissances et qu'il suit en allemand. «Je pense qu'à Fribourg, il est important de pouvoir travailler dans les deux langues», explique Damien Andrey vêtu de son bleu de travail. Il ajoute sans avoir le temps de boire une gorgée de son café fumant: «Si je ne l'avais pas fait directement, je ne l'aurais jamais fait.» Il faut dire que Damien Andrey ne manque pas d'ambition puisqu'il envisage, une fois son service militaire terminé, d'obtenir un brevet fédéral.

SwissSkills: eine menschliche und berufliche Erfahrung

Damien Andrey aus Riaz nahm im Oktober an den SwissSkills, in einer aufgrund von COVID-19 angepassten Form, in der Kategorie der Sanitärinstallateure teil. Ein schönes Erlebnis für den 19-Jährigen, der im Herbst seine zweite Lehre zum Heizungsinstallateur begonnen hat.

Damien Andrey nimmt Platz am Tisch eines Cafés im Städtchen Freiburg. Er ist gross und schlank. Anfänglich zeigt er sich noch etwas reserviert, aber sobald er von seinem Beruf erzählt, leuchten seine Augen. Der Neunzehnjährige nahm im Oktober zum ersten Mal an den SwissSkills teil, die im solothurnischen Lostorf stattfanden. Er trat bei den Sanitärinstallateuren an – seine erste Lehre bei der Firma Piller et Kratter SA in Riaz hat er in diesem Bereich absolviert. Er wurde achter von 21 Teilnehmern. «Ich hatte zu wenig Zeit», erklärt der junge Mann, der sein Können in einer theoretischen und einer praktischen Prüfung sowie bei einer unbekannten Aufgabe unter Beweis stellen musste. «Weil ich mich mit Details verzettelt hatte, musste ich bei anderen Aufgaben Abstriche machen», erzählt er mit einer gewissen Enttäuschung darüber, dass er nicht alles beenden konnte.

Damien Andrey ist jedoch kein schlechter Verlierer und nimmt eine bereichernde menschliche und berufliche Erfahrung mit. «Zusammen mit den anderen vier Westschweizer Teilnehmern habe ich eine tolle Zeit verbracht», zieht er Bilanz. Der Austausch über die in anderen Unternehmen üblichen Techniken habe ihm Spass gemacht. Er erklärt: «Es ist interessant, die regionalen Unterschiede zu vergleichen».

Dies waren seine wenigen Kontakte während der drei Tage, da sich der Wettkampf coronabedingt unter Ausschluss der Öffentlichkeit abspielte. Damien Andrey vermag darin auch das Gute zu sehen: «So konnten wir uns voll und ganz auf unsere Arbeit konzentrieren.» Jedoch bedauert er, dass sein Beruf weniger Aufmerksamkeit erhielt als an den vergangenen Ausgaben. «Die grosse Anzahl der Zuschauer erlaubte es, die Komplexität unserer Berufe einer breiten Öffentlichkeit näher zu bringen», führt der junge Freiburger aus und lobt dabei die Kommunikationsarbeit der Organisatoren in diesem Jahr.

WAS BRINGT DIE ZUKUNFT?

Auf diesen Wettkampf hat sich Damien Andrey gewissenhaft vorbereitet. Der junge Musiker, der in einer Brassband Kornett spielt, ist äusserst pflichtbewusst. Er wäre nicht abgeneigt, an einer weiteren Ausgabe der SwissSkills teilzunehmen. So hat er im Sommer eine zweite Lehre als Heizungsinstallateur bei der Böhnen AG in Bern begonnen. Die zweijährige Ausbildung in deutscher Sprache soll seine Kenntnisse erweitern. «Ich denke, in Freiburg sollte man in beiden Sprachen arbeiten können», erklärt Damien Andrey in seiner blauen Arbeitskleidung. Bevor er an seinem Kaffee nippt, fügt er an: «Hätte ich es nicht direkt gemacht, so hätte ich es nie getan.» Der ehrgeizige junge Mann möchte nach dem Militärdienst noch einen Fachausweis erwerben.



Foto SwissSkills

Regards d'experts au cœur des entreprises

Les hautes écoles spécialisées de Fribourg (HES-SO//FR) ont mis sur pied un HUB PME. Celui-ci vise à accompagner les entreprises de manière pluridisciplinaire. Swiss Car Barras et les Transports publics fribourgeois (TPF) ont bénéficié de leur expertise.

La crise du coronavirus de ce printemps a frappé de nombreuses entreprises du canton de Fribourg. Parmi elles, les TPF qui ont vu leur fréquentation baisser jusqu'à 80% pendant le pic de la crise. Approchée par le HUB PME, l'entreprise a décidé de mener une enquête qualitative, sous forme de questionnaire, afin de connaître les nouveaux besoins de ses utilisateurs et leurs changements de comportement. Grâce aux compétences spécifiques et pluridisciplinaires des HES-SO Fribourg, les TPF ont ajouté un volet de neuromarketing portant précisément sur les questions relatives au coronavirus. «Cette science nous a permis de voir la vitesse de réponse des personnes interrogées et ainsi comprendre si elles sont convaincues des mesures prises pour lutter contre le coronavirus», explique Delphine Meyer, chargée du développement produits et innovation auprès des TPF.

LE HUB PME A UN RÔLE À JOUER

La deuxième vague de coronavirus déferle, créant de nouveaux challenges pour les entreprises fribourgeoises. Dans ce contexte, le HUB PME qui regroupe les quatre hautes écoles spécialisées de Fribourg, joue un rôle important en permettant aux institutions, organisations socio-sanitaires et PME de bénéficier de leurs compétences. «Même si beaucoup a été appris ce printemps, nous restons face à des incertitudes, expliquent les porte-parole du HUB PME Jean-Marie Ayer et Stéphanie Perroud. Nous sommes là pour y répondre. L'expérience acquise durant les derniers mois pourrait être également bénéfique pour les acteurs du tourisme et de la culture lors de futurs projets tels que *Be resilient*.»

Si le HUB PME répond aujourd'hui aux besoins des entreprises qui font face à la crise socio-économique liée au coronavirus, il n'a pas été créé expressément pour cela et surtout, il perdurera après. «Le HUB PME va continuer de se développer au fur et à mesure des projets. Nous avons une approche pragmatique et le but est de créer une organisation agile qui s'adapte au fur et à mesure», détaillent Stéphanie Perroud et Jean-Marie Ayer. L'un des enjeux pour le HUB PME sera dans la digitalisation des entreprises, un sujet sur le devant de la scène avec la crise du coronavirus et éminemment pluridisciplinaire.

Contactez le HUB PME:

026 429 63 87

hub.pme@hefr.ch

www.hubsolidarity.hefr.ch/blog/



Photo Swiss Car Barras

Actuellement, l'entreprise a reçu les premiers résultats de son étude: «Les gens ont une peur ancrée du coronavirus qui se répercute sur leur comportement», relève la collaboratrice des TPF. L'enquête révèle par ailleurs que les utilisateurs acceptent les mesures prises, mais qu'ils ne sont pas convaincus qu'elles soient vraiment efficaces. «Nous confrontons actuellement ces résultats avec notre expérience sur le terrain afin de prendre des mesures pour rassurer nos usagers», résume Delphine Meyer. Selon elle, cela pourrait prendre la forme de campagnes de communication.

CONTRAINTE À PRENDRE DU RECOL

Autre entreprise, autres méthodes. Swiss Car Barras, entreprise sise à Riaz, active dans le dépannage automobile dans la région mais aussi pour le compte d'assurances dans toute l'Europe, a fait appel aux services du HUB PME. En effet, cette structure créée en 1995 a souffert du semi-confinement printanier. «Le coronavirus nous a obligés à nous arrêter et à prendre du recul, raconte Florian Barras, directeur général. Nous en avons profité pour faire appel à un coaching externe.»

Concrètement, plusieurs experts se sont rendus sur place afin d'étudier la situation de l'entreprise, l'organisation du travail et les mesures sanitaires, entre autres. Plusieurs visites et entretiens ont permis de mettre en évidence certaines améliorations nécessaires notamment au sein du département administratif. Le HUB PME a fourni un rapport proposant des solutions, notamment en termes de digitalisation. «Nous n'avons encore rien mis en place car les solutions digitales représentent un investissement important, mais nous avons demandé des offres», déclare Florian Barras. L'administration a été réorganisée en modulant certains postes et aucun licenciement n'a dû être effectué.

Les deux entreprises s'accordent sur le professionnalisme dont ont fait preuve les experts des HES-SO//FR: «Ils sont discrets et ont su tisser les liens nécessaires pour mettre en évidence certaines facettes de notre organisation», déclare Florian Barras. Delphine Meyer d'ajouter: «Il est très positif de bénéficier de l'expérience d'experts et eux peuvent travailler sur des cas concrets, c'est *win-win*.»

Einblicke von Experten in das Herz der Unternehmen

Die Freiburger Hochschulen (HES-SO//FR) haben einen KMU-Hub eingerichtet. Dieser soll Unternehmen fächerübergreifend unterstützen. Swiss Car Barras und die Freiburgischen Verkehrsbetriebe (TPF) konnten bereits Nutzen aus diesem Fachwissen ziehen.

Die Coronavirus-Krise im Frühjahr hat zahlreiche Freiburger Unternehmen getroffen. Darunter die TPF, die auf dem Höhepunkt der Krise bis zu 80 % weniger Fahrgäste verzeichneten. Auf Anregung des KMU-Hubs veranlasste das Unternehmen eine Qualitätsumfrage, um die Bedürfnisse der Kunden und deren verändertes Verhalten zu ermitteln. Dank der spezifischen und fächerübergreifenden Kompetenzen der HES-SO Freiburg konnten die TPF bei Coronavirus-relevanten Fragen eine Neuromarketing-Komponente anwenden. «Dank dieser wissenschaftlichen Methode lässt sich feststellen, wie schnell die Befragten antworten, was Rückschlüsse darüber erlaubt, ob sie von den Massnahmen zur Bekämpfung des Coronavirus überzeugt sind», erläutert Delphine Meyer, Verantwortliche für Produktentwicklung und Innovation bei den TPF.

DER KMU-HUB HAT EINE ROLLE ZU SPIELEN

Die zweite Welle der Corona-Pandemie stellt die Freiburger Unternehmen vor neue Herausforderungen. Als Zusammenschluss der vier Freiburger Fachhochschulen spielt der KMU-Hub hierbei eine bedeutende Rolle, indem er den Institutionen, den Sozial- und Gesundheitsorganisationen sowie den KMU sein Fachwissen zur Verfügung stellt. «Obwohl wir im Frühjahr bereits viel gelernt haben, bestehen noch viele Unwägbarkeiten», erklären die KMU-Hub-Sprecher Jean-Marie Ayer und Stéphanie Perroud. «Wir sind hier, um Antworten zu geben. Die Erfahrungen der letzten Monate könnten auch für Einrichtungen aus Tourismus und Kultur von Nutzen sein, beispielsweise bei künftigen Projekten wie Be resilient.»

Obwohl der KMU-Hub bislang Unternehmen im Umgang mit der Coronavirus-bedingten wirtschaftlichen und sozialen Krise unterstützt, wurde er nicht speziell zu diesem Zweck geschaffen und wird auch danach weiterbestehen. «Der KMU-Hub wird mit jedem Projekt weiterwachsen. Wir haben einen pragmatischen Ansatz und unser Ziel ist, eine wendige Organisation zu schaffen, die sich den Gegebenheiten anzupassen weiß», erklären Stéphanie Perroud und Jean-Marie Ayer. Eine der Herausforderungen des KMU-Hub liegt in der Unternehmensdigitalisierung, ein in Corona-Zeiten aktuelles, fachübergreifendes Thema.

Kontaktieren Sie den KMU-Hub:

026 429 63 87

hub.pme@hefr.ch

www.hubsolidarity.hefr.ch/blog/



Foto TPF / M. Kultscher C. Garcia

Das Unternehmen hat bereits erste Studienergebnisse erhalten. Die TPF-Mitarbeiterin erklärt: «Die Menschen haben eine tief verwurzelte Angst vor dem Coronavirus, die ihr Verhalten beeinflusst». Die Umfrage zeigt ebenfalls, dass die Nutzer die Massnahmen zwar einhielten, aber nicht von ihrem Nutzen überzeugt seien. «Wir gleichen diese Daten gegenwärtig mit unseren Erfahrungen ab, um Massnahmen zur Beruhigung unserer Kunden zu treffen», fasst Delphine Meyer zusammen. Sie meint, dies könnte in Form von Kommunikationskampagnen geschehen.

GEZWUNGEN, ABSTAND ZU NEHMEN

Anderes Unternehmen, andere Methoden. Das Unternehmen Swiss Car Barras aus Riaz ist in der Region in der Pannenhilfe tätig, im Auftrag von Versicherungsgesellschaften aber auch in ganz Europa. Es nahm ebenfalls die Dienste des KMU-Hubs in Anspruch. Das 1995 gegründete Unternehmen hat unter den Einschränkungen im Frühjahr gelitten. «Das Coronavirus hat uns genötigt, eine Pause einzulegen und Abstand zu nehmen», erklärt Geschäftsführer Florian Barras. Bei dieser Gelegenheit haben wir ein externes Coaching in Anspruch genommen.»

Ganz konkret haben sich mehrere Fachleute vor Ort begeben, um die Unternehmenssituation, die Arbeitsorganisation und die Gesundheitsmassnahmen usw. zu begutachten. Die Besuche und Gespräche haben ergeben, dass verschiedene Anpassungen, allen voran in der Verwaltung, notwendig sind. Der KMU-Hub hat dazu einen Bericht mit Lösungsansätzen, insbesondere in Sachen Digitalisierung, verfasst. «Aufgrund der bedeutenden Digitalisierungskosten haben wir bislang noch nichts umgesetzt, aber wir haben bereits Offerten eingeholt», erklärt Florian Barras. Durch die modulare Neugestaltung einiger Stellen konnte die Verwaltung neu geordnet werden ohne Entlassungen vorzunehmen.

Beide Unternehmen anerkennen die Professionalität der Fachleute der HES-SO//FR: «Sie sind diskret und haben es verstanden, die notwendigen Bande zu knüpfen, um bestimmte Facetten unserer Organisation hervorzuheben», sagt Florian Barras. Delphine Meyer ergänzt: «Wir profitieren von der Erfahrung der Experten und sie können sich in der Praxis üben, es ist eine Win-Win-Situation.»

Vers une relève plus égalitaire



FUTUR EN TOUS GENRES

Nouvelles perspectives pour filles et garçons

Futur en tous genres aurait dû fêter cette année ses 20 ans. Ce projet pour les enfants de 7H et 10H a pour but de déconstruire les stéréotypes de genre dans le choix d'un métier et d'assurer une relève professionnelle égalitaire dans des domaines où une réelle mixité peine à se mettre en place. Or, cette édition a été annulée en raison de la situation sanitaire. Toutefois, la pandémie ne doit pas faire perdre de vue certaines réalités encore accentuées par les difficultés économiques et sociales ambiantes. En effet, en dépit d'efforts soutenus pour promouvoir l'égalité dans tous les milieux professionnels, on peut constater que non seulement peu de femmes accèdent à des positions dirigeantes, mais aussi qu'il reste difficile de trouver du personnel masculin dans les soins à la personne ou dans les métiers de la petite enfance. Mais le monde du travail et la société en général gagneraient à une plus grande diversité de genre: dynamisme, conciliation vie privée-vie professionnelle, créativité, etc.

Il ne s'agit pas seulement d'amener les femmes à des positions dirigeantes ou à des métiers dits d'hommes, il faut parallèlement changer les cultures professionnelles trop genrées qui restent peu attractives pour les un-e-s comme pour les autres. Par exemple, les métiers de l'ingénierie et de l'informatique sont des métiers à très haut pourcentage masculin. A l'inverse, les métiers du soin à la personne ou de l'enseignement sont des métiers à très haut pourcentage féminin, sauf au niveau des fonctions dirigeantes. Pourtant, sur le papier, tous les métiers sont accessibles sans restriction de genre, que ce soit au niveau de la formation ou de la pratique. Dans la réalité, on constate tout de même que les filles choisissent leur métier parmi 20% de l'offre totale environ. Souvent il s'agit de formations courtes menant à des métiers dits féminins, donc en général moins bien rémunérés. A l'inverse, les garçons souhaitent désormais aussi investir leur vie familiale de manière active.

Les freins à une meilleure répartition des genres dans certains métiers étant de nature très diverse (salaires moindres, pourcentage de travail réduit, sexe, etc.) ils requièrent des réponses à chaque fois spécifiques. Un des axes d'approche essentiel reste les jeunes afin de leur montrer que tous les métiers sont possibles que l'on soit un homme ou une femme, afin de faire évoluer les mentalités dès l'enfance pour construire la société de demain.

Géraldine Morel

répondante égalité et formation,
Bureau de l'égalité hommes-femmes
et de la famille (BEF)

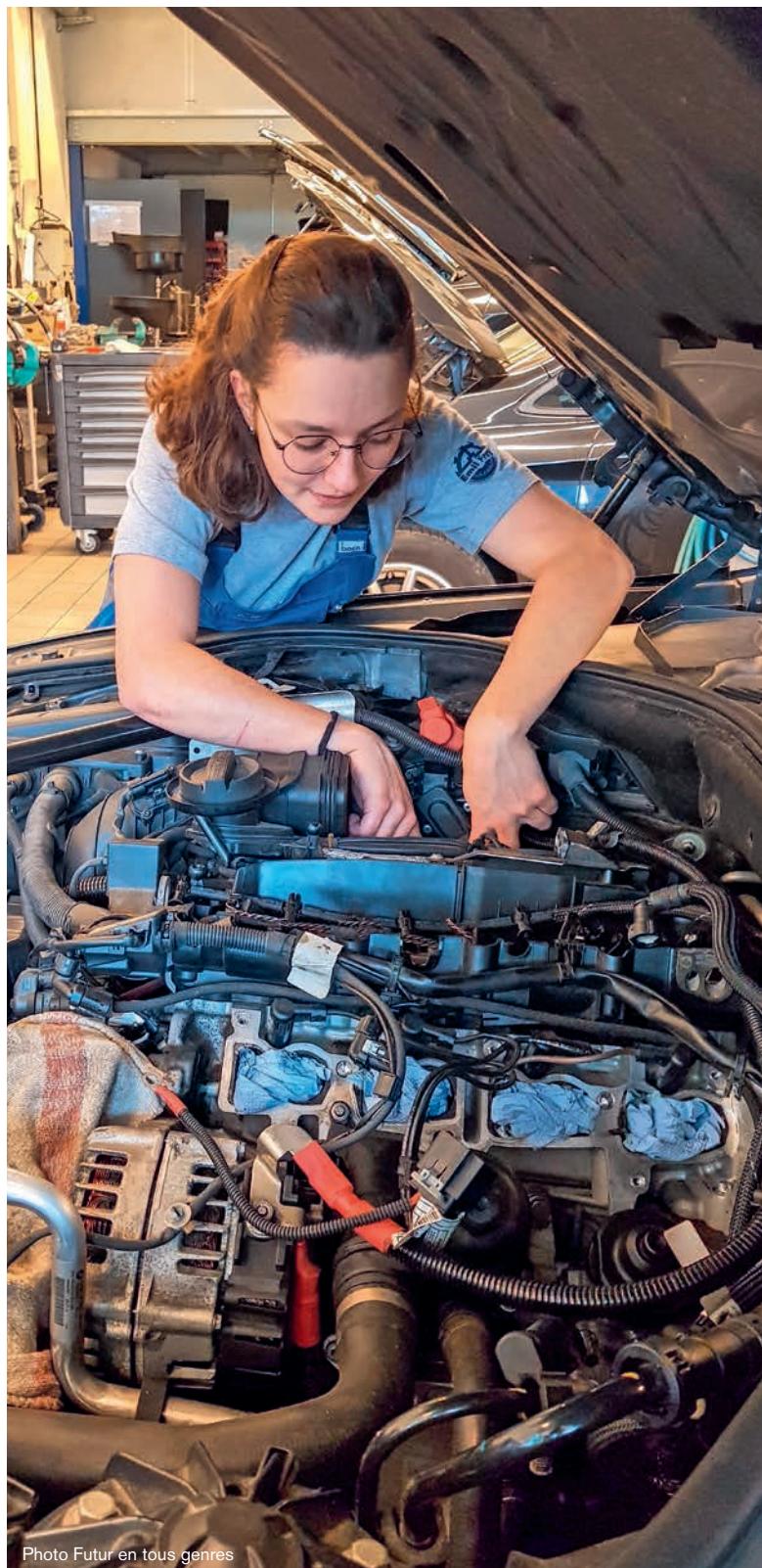


Photo Futur en tous genres

Hin zu einem gleichgestellten Nachwuchs



NATIONALER ZUKUNFTSTAG

Seitenwechsel für Mädchen und Jungs

Der Nationale Zukunftstag hätte dieses Jahr zum 20. Mal stattgefunden. Der Zukunftstag richtet sich an Schülerinnen und Schüler der 7. und 10. HarmoS-Klassen und soll Geschlechterstereotypen bei der Berufswahl abbauen und den gleichgestellten Berufsnachwuchs gewährleisten in den Bereichen, in denen Geschlechtervielfalt schwierig umzusetzen ist. Die gesundheitliche Lage zwingt uns dazu, die diesjährige Jubiläumsausgabe abzusagen. Dennoch sollen gewisse Realitäten, die durch die wirtschaftlichen und sozialen Probleme noch verstärkt werden, wegen der Pandemie nicht in Vergessenheit geraten.

Trotz intensiver Bemühungen zur Förderung der Gleichstellung in allen Berufsfeldern nehmen noch immer wenig Frauen Führungspositionen ein, und in den Pflegeberufen oder der Kleinkindbetreuung ist männliches Personal schwierig zu finden. Eine grössere Geschlechtervielfalt würde jedoch der Arbeitswelt wie auch der Gesellschaft ganz allgemein zugutekommen: Dynamik, Vereinbarkeit von Privat- und Berufsleben, Kreativität u. a.

Es geht nicht nur darum, Frauen in Führungspositionen oder in sogenannte Männerberufe zu bringen; auch die allzu genderspezifischen Berufskulturen, die für alle Betroffenen wenig attraktiv bleiben, müssen geändert werden. So weisen zum Beispiel Ingenieur- und Informatikerberufe einen sehr hohen Männeranteil auf, wohingegen Berufe im Bereich der Personalausbildung oder im Unterrichtswesen einen sehr hohen Frauenanteil haben, Führungsfunktionen ausgenommen. Dies, obwohl eigentlich alle Berufe, egal ob in der Ausbildung oder Praxis, ohne Gendereinschränkungen zugänglich sind – zumindest auf dem Papier. In Wirklichkeit jedoch berücksichtigen Mädchen bei ihrer Berufswahl gerade mal 20 % des Gesamtangebots. Oftmals entscheiden sie sich dabei für kurze Ausbildungen, die zu sogenannten weiblichen Berufen mit entsprechend weniger Lohn führen. Demgegenüber möchten sich die Knaben von heute stärker ins Familienleben einbringen.

Die Faktoren, die eine ausgewogenere Geschlechterverteilung in den Berufen hemmen, sind sehr unterschiedlicher Natur (geringere Einkommen, reduzierte Arbeitspensen, Sexismus u. Ä.) und verlangen jeweils spezifische Lösungsansätze. Ein Projekt wie der Nationale Zukunftstag möchte die beruflichen Horizonte der Jugendlichen erweitern und ihnen zeigen, dass sie als Frau wie Mann alle Berufe ergreifen können. So soll der Mentalitätswandel bereits ab der Kindheit gefördert und damit die Grundlage für die Gesellschaft von Morgen geschaffen werden.

Géraldine Morel

Befragte zu Gleichstellung und Ausbildung,
Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann
und für Familienfragen (GFB)



6^e Prix Migration et Emploi

Le Prix Migration et Emploi 2021 est lancé. Créé en 2011, ce prix de 5000 francs récompense les employeurs fribourgeois qui font preuve d'initiative et d'innovation en faveur de l'intégration des migrants/es.

Les entreprises sont des facilitatrices d'intégration dans notre société. Pour mettre en valeur les acteurs de l'économie dans ce processus, la Commission cantonale pour l'intégration des migrants/es et la prévention du racisme (CMR) a créé le Prix Migration et Emploi. Doté de 5000 francs, il est attribué tous les deux ans. Ce prix récompense les employeurs privés ou publics du canton de Fribourg qui se distinguent par des actions ciblées en faveur de l'intégration professionnelle des migrants/es. Il vise aussi à prévenir la discrimination sur le marché du travail.

RECONNAISSANCE ET ENCOURAGEMENT

Le prix a été décerné en 2019 au Garage Lacilla SA (Matran) pour son soutien à la formation de migrants/es arrivés/es tardivement en Suisse, à Micarna SA (Courtepin) en 2017 pour son programme de formation pour jeunes migrants/es, en 2015 à l'Hôtel des Alpes (Guin), pour son programme de qualification professionnelle, en 2013 à JPF construction SA (Bulle) pour des cours de français au personnel étranger et à

Pour tout renseignement

Samuel Jordan, Bureau de l'intégration des migrants/es du canton de Fribourg.
026 305 47 58
samuel.jordan@fr.ch



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Commission pour l'intégration des migrants et des migrantes et la prévention du racisme CMR
Kommission für die Integration der Migrantinnen und Migranten und für Rassismusprävention KMR

Gachet Ruffieux SA (Charmey) en 2011 pour un parrainage entre employé-e-s autochtones et migrants/es. Ce prix a amené une reconnaissance durable aux entreprises lauréates. Il a trouvé un écho très favorable à l'interne et auprès des partenaires commerciaux et des médias.

CANDIDATURES JUSQU'AU 15 MAI 2021

Le concours est ouvert à toutes les entreprises avec siège principal ou succursale dans le canton, ainsi qu'aux employeurs publics. Le prix sera décerné au lauréat au second semestre 2021 en présence des autorités, des médias et de divers partenaires. Nous invitons les employeurs intéressés à déposer leurs dossiers jusqu'au 15 mai 2021. Les documents utiles sur le Prix Migration et Emploi sont disponibles sous: www.fr.ch/imr/prix.



Illustration Adèle Daffion

6. Preis Migration und Arbeit

Der Preis Migration und Arbeit 2021 ist eröffnet! Der mit 5000 Franken dotierte Preis, der seit 2011 verliehen wird, belohnt private und öffentliche Arbeitgeber, die sich aktiv und innovativ für die Integration der Migrantinnen und Migranten einsetzen.



Unternehmen erleichtern die Integration in unsere Gesellschaft. Um die Wirtschaftsakteure in diesem Prozess zu würdigen, hat die kantonale Kommission für die Integration der Migrantinnen und Migranten und für Rassismusprävention (KMR) den Preis Migration und Arbeit ins Leben gerufen. Er ist mit 5000 Franken dotiert und wird alle zwei Jahre vergeben. Der Preis belohnt private und öffentliche Arbeitgebende aus dem Kanton Freiburg, die sich mit gezielten Aktionen für die berufliche Integration von Migrantinnen und Migranten einsetzen. Ausserdem soll er Diskriminierungen auf dem Arbeitsmarkt vorbeugen.

ANERKENNUNG UND UNTERSTÜZUNG

Im Jahr 2019 ging der Preis an die Garage Lacilla SA (Matran) für die Unterstützung bei der Ausbildung spät zugewanderter Migrantinnen und Migranten, 2017 an Micarna SA (Courtepin) für ein Ausbildungsprogramm für jugendliche Migrantinnen und Migranten, 2015 an das Hotel des Alpes (Düdingen) für sein Qualifizierungsprogramm für Berufe im Gastgewerbe, 2013 an JPF construction SA (Bulle) für Französischkurse für das fremdsprachige Personal und 2011 an Gachet Ruffieux SA (Charmey) für ein Projekt von Patenschaften zwischen einheimischen und ausländischen Angestellten. Für die Unterneh-

men stellte der Preis eine Anerkennung dar und er wurde sowohl unternehmensintern als auch von den Geschäftspartnern und den Medien sehr positiv aufgenommen.

BEWERBUNGSFRIST BIS 15. MAI 2021

Der Wettbewerb steht allen Unternehmen, die ihren Hauptsitz oder eine Filiale im Kanton haben, und allen öffentlichen Arbeitgebenden offen. Der Preis wird im zweiten Halbjahr 2021 in Anwesenheit der Behörden sowie von Medien und weiteren Partnern verliehen. Interessierte Arbeitgebende können ihre Unterlagen bis 15. Mai 2021 einreichen. Die Dokumente zum Preis Migration und Arbeit sind unter folgender Adresse verfügbar: www.fr.ch/imr/preis.

Zusatzinformationen

Samuel Jordan, Fachstelle für die Integration der MigrantInnen des Kantons Freiburg.
026 305 47 58
samuel.jordan@fr.ch



Société des pharmaciens fribourgeois

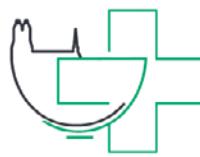
Depuis 5 ans, plus de 60 pharmacies fribourgeoises sont désormais autorisées à vacciner contre la grippe sous certaines conditions.

Chaque année la grippe tue plusieurs centaines de personnes en Suisse. Dans ce sens, nos autorités sanitaires ont souhaité augmenter la couverture vaccinale. C'est pourquoi bon nombre de pharmaciens fribourgeois spécialement formés et habilités par la Direction de la santé et des affaires sociales du canton de Fribourg (DSAS) vaccinent désormais les personnes en bonne santé de plus de 16 ans.



Cette vaccination est aujourd'hui possible dans les pharmacies du canton, réparties dans les 7 districts.

La liste des pharmacies qui pratiquent la vaccination se trouvent sur
www.vaccinationenpharmacie.ch



Freiburger Apotheker Gesellschaft

Seit 5 Jahren haben über 60 Freiburger Apotheken die Genehmigung, unter gewissen Bedingungen die Grippeimpfung durchzuführen.

Jedes Jahr sterben in der Schweiz mehrere hundert Personen an der Grippe. In diesem Zusammenhang haben unsere Gesundheitsbehörden gewünscht, die Impfrate zu erhöhen. Deshalb impft nun auch eine bedeutende Anzahl speziell dafür ausgebildeter und von der Direktion für Gesundheit und Soziales (GSD) zugelassener Freiburger Apotheken gesunde Personen über 16 Jahre.

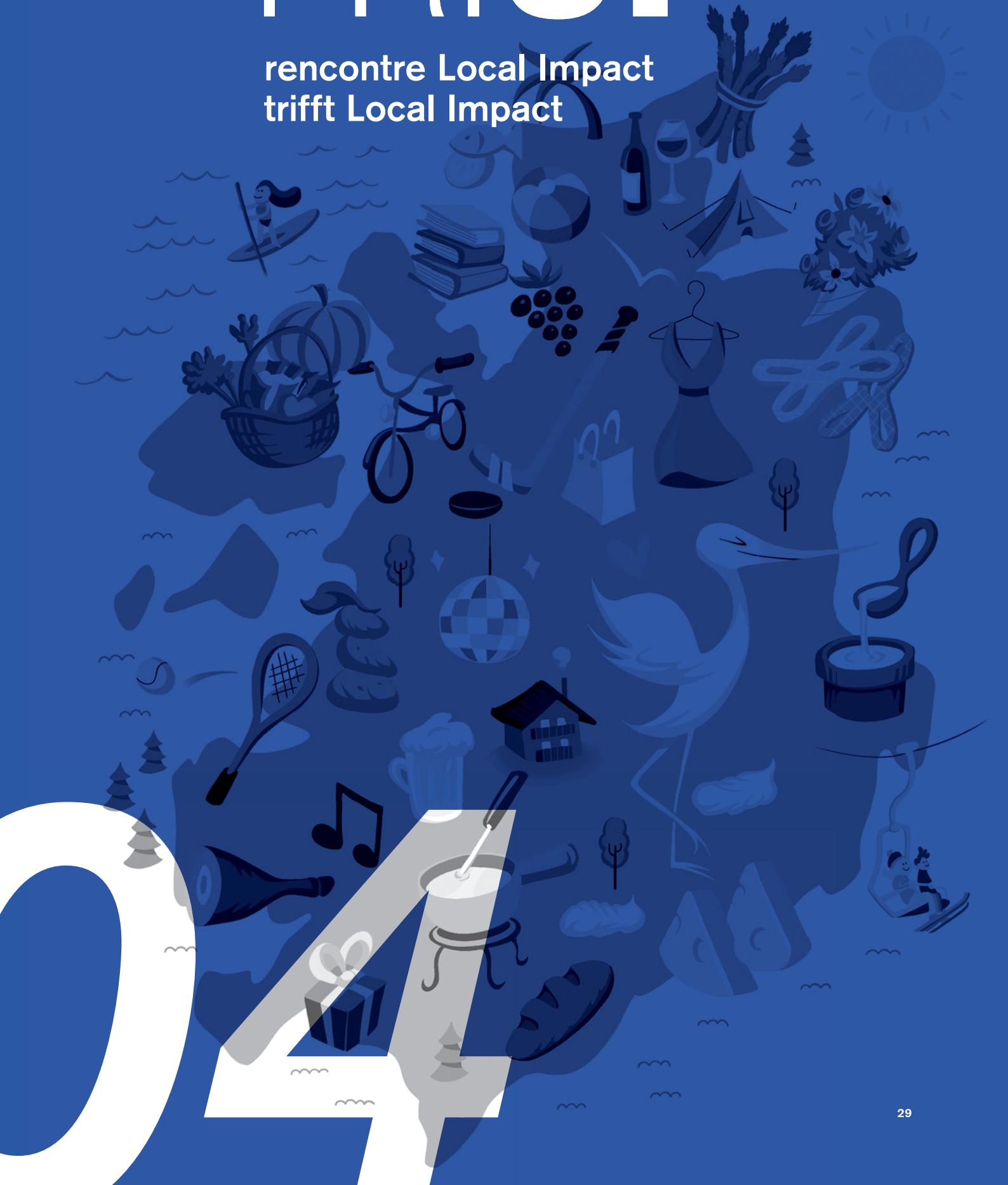


Diese Impfung ist heute in den Apotheken der 7 Bezirke im ganzen Kanton möglich.

Die Liste der Apotheken, die diese Impfung durchführen, finden Sie unter
www.impfapotheke.ch

FRIUP

rencontre Local Impact trifft Local Impact



Local Impact, la nouvelle vitrine digitale du commerce fribourgeois

Promouvoir la consommation locale en digitalisant l'offre des petits commerçants, tel est l'objectif de la start-up fribourgeoise Local Impact. Au mois de juillet, son équipe a lancé la plateforme Kariyon qui a connu un succès retentissant. En trois mois, Kariyon a déjà généré plus de 17 millions de francs de chiffre d'affaires sous forme de bons utilisables auprès de plus de 1700 enseignes du canton de Fribourg. Fort de ce succès, Local Impact poursuit le développement de sa vitrine digitale. Oliver Price, l'un de ses cofondateurs, nous dévoile comment.

Oliver, comment vivez-vous le succès de Kariyon?

Oliver Price: Je suis à la fois heureux et un peu fatigué (*rires*). Ces trois derniers mois ont été particulièrement intenses. Kariyon comptabilise déjà plus de 30 000 clients uniques. Jamais nous n'aurions imaginé connaître un tel succès si rapidement. Il a fallu mettre les bouchées doubles et lancer la start-up Local Impact avec une équipe de six personnes pour assurer le bon fonctionnement de la plateforme et ne pas décevoir les attentes.

Comment expliquer ce succès?

Les Fribourgeoises et Fribourgeois ont prouvé à quel point ils tiennent au commerce de proximité. Cet attachement s'est manifesté dès le début de la crise du coronavirus sur notre première plateforme «Soutien-aux-commerçants-fribourgeois.ch», prédecesseur de Kariyon. Nous avons eu la chance de bénéficier dès le départ de l'aide d'organisations telles que l'Union Patronale du Canton de Fribourg, l'AFCAS et Effort Fribourg qui nous a permis de générer un effet boule de neige et de toucher rapidement un grand nombre de personnes.

Comment se profile votre développement?

L'Etat de Fribourg a décidé d'utiliser notre plateforme pour d'autres actions, notamment un rabais de 10% sur toutes les cartes de bons Kariyon jusqu'au 31 décembre 2020. Nous nous attendons donc à une demande soutenue durant les fêtes. De plus, nous avons plusieurs autres projets en parallèle.

Lesquels?

Nous allons bientôt proposer des cartes Kariyon utilisables dans l'ensemble des commerces enregistrés sur Kariyon. Disponibles sous forme numérique ou papier, ces bons de 25 à 500 francs seront flexibles dans la mesure où l'on pourra diviser l'avoir librement auprès des enseignes. En d'autres termes,



Cofondateur de Local Impact, Oliver Price souhaite offrir plus de visibilité aux petits commerçants fribourgeois. PHOTO FRIUP

nous allons lancer l'équivalent fribourgeois du chèque Reka. Nous allons également mettre en place une alternative aux marchés de Noël qui s'annulent à la chaîne.

Qu'est-ce que vous prévoyez?

Nous allons créer un étalage en ligne qui contiendra tous les produits que l'on trouve normalement lors des marchés de Noël. Les commerçants auront ainsi une alternative digitale à ces événements qui permettent à beaucoup de réaliser une part importante de leur chiffre d'affaires annuel. Cette offre rejoint l'objectif principal de Local Impact: soutenir l'économie locale en digitalisant l'offre des petits commerçants qui dépendent pour l'instant trop fortement de la clientèle de passage.

www.kariyon.ch

Local Impact, das digitale Schaufenster des Freiburger Handels

Regionale Dienstleistungen und Produkte fördern, indem das Angebot kleiner Freiburger Geschäfte digital zugänglich wird: Dieses Ziel verfolgt das Freiburger Start-Up Local Impact. Im Juli hat sein Team erfolgreich die Online-Plattform Kariyon lanciert. Innerhalb von drei Monaten erzielte Kariyon mehr als 17 Millionen Franken Umsatz in Form von Gutscheinen, welche bei über 1700 Geschäften eingelöst werden können. Welche nächsten Schritte Local Impact plant, enthüllt Mitgründer Oliver Price.

Oliver, wie erleben Sie den Erfolg von Kariyon?

Oliver Price: Ich bin gleichzeitig sehr froh und ziemlich müde (lacht). Die letzten drei Monaten waren intensiv: Bereits 30 000 Kunden haben Kariyon benutzt. Wir hätten nie gedacht, dass es so schnell gehen würde. Wir mussten uns rasch professionalisieren und das Start-Up Local Impact mit einem sechs-köpfigen Team gründen. So können wir sicherstellen, dass unsere Plattform einwandfrei funktioniert und wir die an uns gerichteten Erwartungen nicht enttäuschen.

Kann der Erfolg erklärt werden?

Die Freiburgerinnen und Freiburger haben bewiesen, wie sehr sie an ihren lokalen Geschäften und Dienstleistungen hängen. Dies wurde uns am Anfang der Coronakrise auf unserer ersten Plattform «Gewerbehilfe-Freiburg.ch», der Vorgängerin von Kariyon, bewusst. Wir wurden von Anfang an von Organisationen wie dem Freiburger Arbeitgeberverband, Effort Fribourg und dem Freiburgischen Verband des Handels, des Handwerks und der Dienstleistungen unterstützt und erhielten dadurch eine gute Sichtbarkeit. Dass der Kanton Freiburg einen Teil der Beträge der Kariyon-Gutscheine übernommen hat, trug dann definitiv zu unserem Erfolg bei.

Wie sehen die nächsten Schritte von Local Impact aus?

Da der Staat Freiburg bis am 31. Dezember 10% der Beträge der Kariyon-Gutscheine übernimmt, bereiten wir uns auf eine starke Nachfrage während der Weihnachtszeit vor. Aber es sind auch neue Projekte in Entwicklung.

Und zwar?

Wir werden demnächst neue, globale Kariyon-Karten anbieten, welche in allen registrierten Geschäften einlösbar sind. Diese Bons von 25 bis 500 Franken werden in digitaler Form oder auf Papier gedruckt erhältlich sein. Die Guthaben können frei aufgeteilt werden, das heißt mit einem Gutschein kann in mehreren Geschäften eingekauft werden. Es ist sozusagen



Auf der von Local Impact entwickelten Plattform Kariyon sind Produkte und Dienstleistungen von über 1700 regionalen Geschäften zu finden.
GRAFIK: ARNOW DOUSSE

die freiburgische Alternative zu Reka-Checks. Ein weiteres Projekt ist es, eine digitale Alternative für Weihnachtsmärkte anzubieten, die leider einer nach dem anderen abgesagt werden müssen.

Was genau ist da vorgesehen?

Wir werden digitale Stände erstellen, auf welchen alle Produkte vorhanden sind, die normalerweise auf einem freiburgischen Weihnachtsmarkt zu finden sind. Viele kleine Händler erzielen an diesen Märkten einen wichtigen Teil ihrer Jahres-einnahmen. So werden sie trotz Coronavirus ihre Produkte verkaufen können. Das entspricht einem der Hauptziele von Local Impact: Regionale Dienstleistungen und Produkte fördern, indem das Angebot kleiner Freiburger Geschäfte, welche sonst vor allem auf Schaufensterbummler angewiesen sind, digital zugänglich wird.

www.kariyon.ch

02 – 03 Edito

05 – 11 Votations
Abstimmungen

06 – 09 Interview Blaise Matthey

10 – 11 Votations
Abstimmungen

13 – 15 Rubrique juridique
Juristisches

17 – 27 Actualités
Aktuelles

29 – 31 Fri Up

Suivez-nous sur
Folgen Sie uns auf

